



Plaidoyer pour une théorie de la révolution algérienne: la révolution aux cinq vies

Advocacy for a theory of the Algerian revolution: the five lives revolution

Dr. Djoudi BOURAS

Institut National des Etudes de Stratégie Globale

bouras.djoudi@gmail.com

Résumé

Dépassant le simple cadre d'une lutte anticoloniale, la Révolution algérienne constitue un événement majeur de l'histoire contemporaine. Face à une historiographie souvent biaisée, il devient impératif de repenser la révolution en tant que phénomène historique, politique et idéologique. Le plaidoyer pour une théorie de la Révolution algérienne appelle à une théorisation renouvelée de la révolution, au-delà des lectures événementielles.

Mots clés: Algérie, Révolution algérienne, conscience nationale, résistance, libération nationale

Abstract

The Algerian Revolution is more than just an anti-colonial struggle, it is a major event in contemporary history. In the face of an often biased historiography, it becomes imperative to rethink the revolution as a historic, political and ideological phenomenon. The advocacy for a theory of the Algerian Revolution calls for a renewed theorisation of the revolution, beyond the event-based readings.

Keywords: Algeria, Algerian revolution, national consciousness, resistance, national liberation

La présente contribution constitue un travail de recherche en la forme d'un plaidoyer qui peut être enrichi, complété, mais aussi soumis à critique. Sa portée est d'importance. Mais il reste bien clair que la passion nourrit les ambitions qui délivrent les opportunistes lesquels, à leur tour, favorisent les dérives. A de tels desseins, la passion fait foi.

Préambule : pourquoi une théorie de la Révolution Algérienne (RA)

« La révolution algérienne étant d'un caractère universel, nous sommes redevables de son succès non seulement à l'égard de notre peuple, mais aussi de tous ces peuples opprimés qui tendent vers nous leurs regards ».

Ordre du jour de l'état-major général à l'occasion du cessez-le-feu avec la France, 19 mars 1962 (Rulleau, 1982).

La plupart des révolutions contemporaines ont eu leur théorie ou, au moins, leur panthéon ; cette théorie est souvent d'obédience marxiste-léniniste avec un certain nombre de variations et de spécificités auxquelles les contextes socio-historiques ont donné naissance. Dans le cas de l'Algérie, ce sont autant les contextes (la révolution aux cinq vies) qui traduisent un combat séculaire contre un ordre colonial, que la portée de ce combat et les impacts que cette révolution a suscités sur le système contemporain des relations internationales et des valeurs universelles.

Cet état de fait ouvre la voie à une réflexion plus élargie que celle relevant d'une historiographie événementielle linéaire au profit d'une analyse causale qui transcende les clivages et les cloisonnements traditionnels entre les dits et les faits, les formes et les substrats, l'histoire et la mémoire, la vérité et l'interprétation et qui viendraient enrichir les théories de la révolution et faire progresser la connaissance en sciences sociales. Comme l'écrit F. Braudel « Contrairement aux leçons répétées et démodées, il n'y a pas d'histoire que d'après les seuls documents écrits, datés et signés ».

Aujourd'hui, les historiens sont placés en devoir de réévaluer la vraie nature de la RA et ses apports à l'évolution des idées et des débats d'après-guerre, pour sept raisons au moins :

- Aller plus loin que l'historiographie officielle : il s'agit de sortir de l'épique, du romantique et du factuel qui contribuent à masquer une vérité intangible, celle d'une tentative d'extermination programmée d'un peuple pour créer des diversions dont on gave l'histoire ; ce qui se passe actuellement à Gaza montre bien que les mises à mort ne s'encombrent pas de doctrines humanistes ou de respect de droits humains quand la complicité condescendante des uns couvre d'un voile pudique les pires génocides de l'histoire ;

- Protéger la RA, la libérer des contingences, des spéculations, des idéologies, des intellectualismes (refus de reconnaître la prééminence de l'intelligence et la valeur, Socrate) et des manipulations ; « contribuer à l'écriture d'une histoire non confinée aux différentes narrations nationales, mais aussi capable de prendre en compte les connections et les réseaux qui n'obéissent pas aux frontières imposées par les cartes politiques » (K. Ataturk) ;

- Marquer la RA non pas seulement comme un fait de guerre ou de libération nationale stricto sensu, mais une révolution dans la conception des rapports entre oppresseurs et opprimés (Marx, Sartre) colonisateurs et colonisés (Harbi, Fanon), accapareurs et dépossédés (Bourdieu, Furtado, Amin) ;

- Installer de nouveaux référentiels aux théories de la libération et marquer les apports spécifiques de la RA à l'enrichissement de ces théories. Le sacrifice des Algériens restera comme d'autres dans les annales de l'histoire, mais leur engagement et leur combat doit passer à la postérité ;

- Incrire la RA comme référence universelle d'un combat multiforme qui a réussi à mettre en cause l'ordre colonial et contribué à la libération des peuples, fait consigné par l'histoire. Il s'agit de satisfaire aux besoins historiques de réhabilitation du combat des opprimés en général et des africains en particulier qui ont vu dans la RA la boussole qui a guidé les mouvements de libération et de ceux qui continuent de réclamer justice au monde. Aimé Césaire et Frantz Fanon, parmi les précurseurs, en ont fait leur combat. Si la RA émerge aux différentes théories d'obédience marxiste-léniniste, elle s'inscrit également dans un schéma universaliste dans un sentier de justice historique en faveur des « damnés de la terre ». Il ne s'agit pas de révolution au sens de dénoncer un ordre installé dans un système de classes sociales, mais d'une conception plus juste de l'ordre mondial ;

- Se libérer du traumatisme colonial pour aider les autres à se libérer. Le colonialisme n'a pas été complètement expurgé des rapports qui relient le Nord et le Sud et se présente sous des manifestations sans cesse renouvelées entre coups d'Etat, contre-révolutions, gouvernements par

procuration, aliénation des ressources locales au nom d'un droit fabriqué, néo-colonialisme, diktat de la puissance tutélaire, etc;

- Déconstruire les thèses et les théories colonialistes qui ont pendant longtemps travesti la vérité et la réalité dans un contexte marqué par la force et le privilège de la communication et la dictée d'histoire.

Introduction

Il s'est passé quelque chose dans le monde durant la RA ; la guerre de libération nationale a fait bouger les lignes, l'après-indépendance les a confortées. Il ne s'agit pas d'un avatar, mais bel et bien d'un événement majeur dans l'histoire d'après-guerre. 70 ans après l'indépendance et face aux libérations parcimonieuses des archives, une autre lecture de la RA s'impose moins aux niveaux factuel et causal, que dans le sens de sa problématisation.

L'histoire appartient-elle aux historiens ? Dans l'univers des passionnés et des chercheurs de vérité, mais aussi dans la faune des faussaires, des dogmatiques et des manipulateurs, il y a beaucoup de place pour l'interprétation et la nuance. Il reste que chacun écrit son histoire et essaie de convaincre de sa propre vérité des esprits souvent dubitatifs, surtout quand des chiffres attestés ou les faits avérés sont absents ou travestis. « La quête de la vérité doit demeurer l'objectif de tout travail historique. Elle est une marque de respect autant envers les générations passées qu'envers celles à venir » (Adnani, 2014). L'historiographie suit en général des lignes pré-imprimées où le vainqueur a droit de raison et où les faits, dans leur objectivité, sont réduits par des primatures orthodoxes. L'histoire coloniale de l'Algérie n'échappe pas à cette règle ; quand elle est événementielle, elle est victime de nombreuses mystifications que les consignes officielles déclarent soit comme hauts faits d'une guerre de puissance, soit inversement, comme de simples jacqueries réduites par de simples opérations de maintien de l'ordre.

La résistance de l'Algérie à l'occupation française a de quoi occuper des espaces autant gigantesques que ne furent la répression et la réduction au silence. La conquête s'est effectuée à travers un asservissement d'une violence absolue (Sartre, Kaddache) avec des populations autochtones confinées à une sous humanité (Césaire, Fanon), discriminée, dépossédée

de leur patrie (Bourdieu, Galissot, Meynier). Les massacres ne se sont par arrêtés à la période des conquêtes territoriales ; ils se sont étalés pendant toute l'occupation française.

Au final, l'Algérie a combattu et pris le dessus sur un ennemi qui figure parmi les plus grandes puissances économiques, militaires et coloniales du monde contemporain, qui a, à un certain moment, dû faire appel aux forces de l'OTAN pour mater sa résistance.

L'indépendance de l'Algérie ne s'est pas offerte sur un plateau d'argent, mais s'est arrachée de haute lutte après avoir payé un lourd tribut à la répression coloniale, et ce, depuis la conquête en 1830. « Seuls les Algériens ont vraiment combattu ! Les Arabes n'ont jamais eu une histoire de lutte digne de ce nom. Le seul pays qui a vraiment fait la révolution, c'est l'Algérie ! Tous les autres pays, de la Syrie à l'Irak en passant par le Liban, ont obtenu leur indépendance sur un plateau d'argent » (ADONIS, poète syrien).

La mémoire voudrait dénoncer les massacres, l'histoire réhabiliter les faits, mais la connaissance installer des référentiels d'analyse plus objectifs moins marqués du sceau des ambivalences et des interprétations. Forger une épure qui transcende le factuel et l'évènementiel rejoint le souci de rétablir la vérité, plus loin que l'historiographie coloniale, mais aussi de donner à la révolution algérienne ses lettres de noblesse plus que les reconnaissances internationales, qui sont légion, ne l'ont déjà fait.

Il ne s'agit pas simplement d'une victoire sur un ennemi puissant et aguerri, mais surtout sur la façon dont il a été dérouter semblablement à la guerre d'Indochine dont le Vietnam en a été le grand héros. Ces victoires ne sont pas seulement dues à des faits de guérilla, mais à de vraies stratégies militaires de reconquête pour le Vietnam, de résistance et de décontenancement pour l'Algérie. Dans les deux cas, elles se sont traduites par une victoire de haute lutte sur un ennemi qui a utilisé tous ses moyens de répression et de dissuasion pour maintenir sa suprématie et sa propriété des territoires, des ressources et s'installer dans des emplacements stratégiques dans une compétition mondiale qui ne regarde ni à l'éthique ni au genre humain. Les systèmes coloniaux sont faits pour réduire, massacrer, détruire et annihiler tout esprit de résistance, « un crime contre l'humanité »

disait le candidat Macron en pleine campagne présidentielle (Stora) en contradiction voire en parjure avec la loi sur « l'œuvre civilisatrice de la colonisation française » (loi n° 2005-158, 2005).

La résistance à toutes les exactions a forgé de nouvelles cultures, de nouvelles pratiques de combat et une conscience nationale. C'est là que réside l'intérêt de l'analyse pour comprendre la force de la résistance algérienne, mais aussi les supports idéologiques, politiques et sociétaux de cette résistance qui a duré pas moins de 132 ans traversant plusieurs périodes de son histoire coloniale aussi tumultueuse que dévastatrice.

PREMIERE PARTIE : FAITS HISTORIQUES ET IMPACTS DE LA RA : LE CADRE CONCEPTUEL D'ANALYSE

Plusieurs traits caractéristiques, en autant de moments distincts, émergent à partir des impacts et des mutations qui ont soit marqué soit accompagné la RA.

Ces moments ne sont pas envisagés dans une chronologie historique ou événementielle. Ce sont des synthèses qui peuvent prêter à conceptualisation par leur niveau d'élaboration et leur capacité à représenter des réalités qui deviennent des repères fondamentaux de la RA dotés, chacun, d'un pouvoir de représentation.

La réflexion synthétique sous-jacente a permis de construire quatre niveaux conceptuels qui traduisent bien les différentes postures prises par la RA dans ses différentes déclinaisons :

- Le concept de génétique de la résistance,
- le concept de gradualisme révolutionnaire,
- le concept de régénération identitaire,
- Le concept de révolution augmentée.

La méthode de cette construction renvoie aux séquences qui ont marqué la RA, ses mutations ainsi qu'à ses effets catalyseurs sur le courant des contestations de l'ordre colonial.

Cet exercice n'a pas de limites temporelles, ne peut être forclo ni réduit à une séquence de l'histoire. C'est dans cette perspective que l'histoire coloniale de l'Algérie et ses enfantements doit être revisitée non

pas dans un objectif de glorification, mais de restitution des véritables dimensions de cette révolution qui va beaucoup plus loin qu'une histoire de décolonisation.

Cette révolution a impacté un vaste espace des relations économiques et politiques internationales allant dans le sens de la revendication d'une mondialisation plus solidaire, plus juste et moins inégalitaire. Elle va beaucoup plus loin que la lutte de libération nationale (qui ne correspond qu'à un épisode de sa vie même s'il est fondamental) ; elle tire ses origines des profondeurs de l'histoire et a été nourrie de l'âme des résistances. Cette perspective devrait permettre de comprendre et de situer l'évènement du Premier Novembre et ses prolongements.

I. LE CONCEPT DE GENETIQUE DE LA RESISTANCE

L'histoire de l'Algérie a été marquée par plusieurs invasions et conquêtes. Les Romains ont établi la Numidie, puis la Numidie a été romanisée. Les Vandales ont envahi l'Afrique du Nord en 429, puis les Byzantins ont pris le contrôle avant l'arrivée des Arabes musulmans.

L'Algérie de Massinissa a été martyrisée tout au long de l'histoire et son peuple a survécu miraculeusement comme tous les autres peuples livrés aux infortunes des subsistances, des épidémies, des invasions et des massacres. « L'Algérie ottomane a été soumise à des facteurs de vulnérabilité ou fragilité durant les 17^e et 18^e siècles et jusqu'à la colonisation française, ayant été à l'origine des pressions énormes de l'Europe (tentatives de débarquements, bombardements, blocus, démonstration de force, etc. depuis 1516). En l'espace de 230 ans, Algérie a fait face à une trentaine d'évènements majeurs : épidémies, famines, invasions acridiennes, tremblements de terres, 05 famines au cours des 17^e et 18^e siècles. La peste a été signalée pendant 26 années entre 1415 et 1680 » (Kadir, 2020). La colonisation française est venue ajouter une couche encore plus putride.

Vouloir restituer le combat libérateur de l'Algérie est une entreprise complexe souvent idéologisée, mais aussi marquée du sceau des interprétations et des ambivalences, sans pour autant que le temps ait effacé les ressentiments, les stigmates et les passions. Son histoire coloniale se décline en séquences entre insurrection, résistance et guerre, ponctuées par des répressions à grande échelle et des tentatives d'étouffement et d'endiguement inscrits dans la matrice existentielle de la colonisation.

L'intérêt de l'approche historique, séquentielle est de comprendre les lignes de force qui ont animé la révolution algérienne et les fondamentaux qui lui ont permis de survivre et, au final, de triompher. L'approche causale va beaucoup plus loin ; elle s'inspire de l'analyse systémique et fonde une autre épistémologie quand la résistance et la résilience sont inscrites au patrimoine génétique des Algériens.

Nous examinerons dans cette partie les phases critiques qui ont marqué la RA entre insurrections, résistances et combat libérateur qui ont conduit à l'indépendance du pays. Ces séquences, dans leur chronologie, sont importantes car elles montrent la montée en puissance de la conscience sociale et nationale. Il ne s'agit pas de revenir sur les faits de guerre, mais de s'installer dans une analyse de l'émergence et du développement de l'esprit de résistance et des revendications nationalistes, soutenues par des invariants solides qui tirent leur substrat de la nature musulmane de la société algérienne, de sa spécificité berbère, de son aire culturelle arabe et de sa géographie africaine.

1.1- Les tentatives de génocide

« Ce n'est pas seulement le nombre des morts qui compte, mais l'œuvre de mort » (R.Galissot)

La colonisation française a été, pour l'Algérie, une colonisation de peuplement. La conquête s'est faite en plusieurs étapes. Dans un premier temps, il s'agissait de réduire la résistance des autochtones et, dans un second temps, d'installer une nouvelle population qui pouvait aider à l'encadrement militaire en contrepartie du transfert, à son profit, des biens des communautés locales rurales et villageoises et, dans un troisième temps, d'organiser un système d'administration qui permettrait d'asseoir la colonisation ainsi que les dispositifs d'appropriation. « La conception première de la stabilisation de la domination française en Algérie reposait sur la création d'une colonie de peuplement européenne qui aurait remplacé la société autochtone et aurait limité celle-ci à une économie de subsistance, après brisé sa résistance par des mesures de terreur telles que des représailles contre la population civile et la destruction de ses bases économiques » (Talahite, 2000).

Ce processus a pris plusieurs formes répressives par le corps (Bugeaud) et par l'esprit (de Tocqueville) s'échelonnant tout au long des différentes phases de la conquête coloniale.

Les tentatives de génocide renvoient aux effets de la conquête, mais aussi aux destructions des socles de la reproduction sociale. Enfumades (Dahra en 1845), gazage à grande échelle (Laghout en 1852), exécutions sommaires (Sétif-Guelma-Kherrata (mai 1945), noyades (Paris 1961), expositions aux radiations (Reggane 1960), mines anti-personnel (lignes Challe-Morrice) parmi tant d'autres. Un recensement global et exhaustif des crimes de l'occupation a été engagé depuis 2016 à l'initiative du Ministère des Moujahidine. Selon des sources officielles locales¹¹, la France a tué 5.630.000 Algériens en 132 ans d'occupation.

Les estimations de population algérienne en 1830 donnaient trois millions d'habitants. Le recensement de 1876 donnait un chiffre précis de 2 462 936 habitants (Noushi, 1973), ce qui faisait conclure à A. Ricoux que « les indigènes sont menacés d'une disparition inévitable prochaine » (Ricoux, 1874). Entre 1867 et 1870, la famine, les épidémies et les massacres collectifs ont réduit la population de l'époque de 10 à 30% (Talahite, 2000).

« Les victimes de la déstructuration du vieux mode de production communautaire, en particulier lors de la grande famine de 1868 suite à une récolte désastreuse, furent bien aussi nombreuses, et peut-être plus au total il y eut disparition peut-être bien d'un quart à un tiers de la population algérienne de 1830 à 1875 » (Meynier, 2014). Entre 1830 et 1901 (date de la fin de la conquête pour le Nord du pays), la population algérienne est passée à 3,7 millions. Autrement dit, la population algérienne n'a augmenté que de 8% en 71 ans.

En 1954 la population était de 7,5 millions et en 1960 de 9 millions y compris la population des colons (1 million selon les estimations officielles). Le taux naturel de reproduction même pendant les années de répression massive était de 2,8% (1876-1886) (Maison, 1973) ; ce taux est passé à 1,4% entre 1886 et 1911 (Despois, 1956). Avec une moyenne de 2,1% de taux de croissance par an (incorporant les pandémies et les catastrophes naturelles), la population algérienne serait passée à 47 millions d'habitants en 1962. Notons que le taux de croissance démographique a atteint 3,2% après l'indépendance, et ce, malgré une mortalité infantile élevée. Ce taux correspond à celui d'un environnement de fécondité naturelle, non contrarié.

Des études démographiques plus fines et plus documentées sont nécessaires pour évaluer le nombre de morts dus aux effets de conquête

et les impacts démographiques suscités par la destruction du patrimoine vivrier et reproducteur.

Les historiens apportent la preuve des tentatives de génocide et d'ethnocide dont a fait l'objet le peuple algérien tout au long de la colonisation au fur et à mesure que les archives sont déclassifiées de façon sélective (sans connaître le contenu de celles qui ne sont pas et qui ne le seront jamais). On ne connaît pas de façon précise les pertes dues aux conflits, mais elles restent localisées de par les engagements tribaux. Pour Lamine Debaghine « Le peuple algérien a lutté. Plus de deux millions de ses enfants sont tombés entre 1820 et 1857 dans la guerre de l'indépendance » (Debaghine, 1947).

Quand la répression est justifiée par le « père » de la démocratie américaine (Alexis de Tocqueville) la politique de la terre brûlée et la justification de massacres collectifs deviennent le mode opératoire de la colonisation « J'ai souvent entendu en France des hommes que je respecte, mais que je n'approuve pas, trouver mauvais qu'on brûlât les moissons, qu'on vidât les silos et enfin qu'on s'emparât des hommes sans armes, des femmes et des enfants. Ce sont là, suivant moi, des nécessités fâcheuses, mais auxquelles tout peuple qui voudra faire la guerre aux Arabes sera obligé de se soumettre », écrit Alexis de Tocqueville avant d'ajouter : « Je crois que le droit de la guerre nous autorise à ravager le pays et que nous devons le faire soit en détruisant les moissons à l'époque de la récolte, soit dans tous les temps en faisant de ces incursions rapides qu'on nomme razzias et qui ont pour objet de s'emparer des hommes ou des troupeaux. » (Le Cour Grandmaison, 2005).

Le Senatus Consulte de 1863 qui préfigurait la privatisation des terres (loi Warnier de 1873) a créé les conditions d'une dévastation des socles de la reproduction sociale. Il prévoit 3 opérations : délimiter les territoires des tribus, répartir les terres entre les différents douars avec réserve des terres qui devront conserver le caractère de biens communaux et établir la propriété individuelle entre les membres des douars autant que possible.

Cet instrument de répression a joué un rôle majeur dans le démembrement du système de reproduction en délimitant et en restreignant les territoires des tribus et en rendant possible le démembrement des terres. La loi sus-mentionnée allait provoquer un bouleversement dans l'organisation tribale et compromettre l'ensemble du processus de reproduction agro-pastoral. « Il y eut en Algérie la dépossession de 2,9

millions d'ha sur 9 millions cultivables : le tiers en quantité, mais plus en qualité car ce sont les meilleures terres qui furent prises - du fait des confiscations, des expropriations pour cause d'utilité publique, de saisies pour dettes de paysans insérés de gré ou de force dans le système monétaire et ayant dû mettre leurs terres en gage. » (Meynier, 2014).

L'économie locale a été une autre des victimes de la main basse sur les ressources et la politique de la terre brûlée. La survie de l'homme tient à l'organisation de son économie et des relations qu'il entretient avec la nature et son milieu social. La chaîne des dépendances tout fragile qu'elle soit peut être rompue à tout moment sous l'effet de facteurs exogènes ou d'aléas de différents ordres, imprévisibles du reste. La rupture de cette chaîne peut présenter de graves conséquences à court et à long terme et peut aller jusqu'à menacer la survie du groupe social, ce qui fut le cas. Pour Marx, le but étant toujours le même : la destruction de la propriété collective indigène et sa transformation en objet de libre échange, ce qui facilite son passage ultime entre les mains des colonisateurs français. Les mécanismes de solidarité qui permettaient de faire face aux aléas naturels et aux infortunes des conjonctures ont été bouleversés par la nouvelle réglementation qui a fortement ébranlé les systèmes locaux de reproduction. De nombreuses tribus n'ont pas pu résister à trois années de sécheresse consécutives tout en participant à l'effort de guerre. A cela se sont ajoutés les séquestres qui ont frappé les tribus suite aux insurrections en particulier des Ouled Sidi Cheikh et d'El Mokrani.

1.2- Les tentatives d'ethnocide

Les tentatives d'ethnocide de la population algérienne, consignées par l'histoire, ont pris plusieurs formes :

- de dépersonnalisation et d'assimilation (Code de l'indigénat de 1887) : Mohamed Arkoun en évoquant le cas de l'Algérie : « Les Français modernes, représentants des Lumières laïques, ont créé en Algérie le droit de l'indigénat conçu et géré par l'État républicain ». Pour D. Derdour, député MTL, « le code de l'indigénat que certains ont qualifié de « monstruosité juridique » fait peser sur le peuple algérien un système de lois qui le voue à l'esclavage et à l'exploitation la plus féroce, qui étouffe en lui toute liberté et toute initiative et qui a considérablement freiné son évolution » (Derdour, 2024);
- de division ethnique et sociale (projet Blum Violette de 1936 qui portait sur la naturalisation dans le statut musulman d'une vingtaine de

milliers d'hommes auxquels on reconnaissait les « services rendus » à la France). « Le contenu du projet Violette fut repris, et même élargi, par l'ordonnance gaullienne du 7 mars 1944, reconduite en loi le 7 mai 1946, avec l'institution des deux collèges : le premier « français », le deuxième « indigène ». L'Assemblée nationale française vota le 20 septembre 1947 le statut de l'Algérie selon l'équation coloniale 1 (Français) = 8 (Algériens) » (Meynier, 2014);

- de déculturation versus acculturation « ...jamais l'école française ne fut un creuset ; elle offrit un modèle à assimiler. Jamais elle ne suscita d'allers et retours culturels ». D'ailleurs, « la langue arabe, reléguée au second plan, n'était enseignée dans le système français que dans les trois « médersas » officielles, puis les « lycées franco-musulmans » après la 2e guerre mondiale » (Meynier, 2014, 2017). Au final, la religion a également constitué un rempart contre l'assimilation et la dépersonnalisation;
- de destruction des socles culturels et religieux : « la religion musulmane fut colonisée par des fonctionnaires non musulmans, les plus belles mosquées abattues ou transformées en cathédrales » (Lamine Bebbaghine). « Quant à l'œuvre d'éducation, tant vantée, d'après les chiffres officiels, 5% de la population était scolarisée dans les écoles françaises en 1914, moins de 15% en 1954 » (Meynier, 2014).

1.3- Les tentatives de partition territoriale et d'annexion

Pour la France coloniale, plus que les autres pays de l'AEF et de l'AOF, l'Algérie était sa proie et le Sahara son butin. Depuis 1891, le Sahara a constitué une cible stratégique de la colonisation française. Les territoires du Sud ont été créés par la loi du 4 décembre 1902 et possèdent une personnalité juridique et un budget distincts de ceux de l'Algérie du Nord. Le « Sahara français » a été créé en 1956 dans le but d'une distraction territoriale, mais aussi de pouvoir configurer un espace d'appartenance qui englobait les parties des territoires de la Tunisie, du Maroc, du Soudan Français (Mali), du Tchad, du Niger et de la Maurétanie, tous dépendant de la France, riverains du grand désert (Organisation Commune des Régions Sahariennes). J. Soustelle disait « ... c'est même au Sahara que se trouve pour une part l'avenir des terres françaises de l'Afrique et de l'Europe » (Soustelle, 1960).

La découverte du pétrole en août 1859 aux Etats-Unis et les richesses minières promises du Sahara nonobstant sa position stratégique comme trait d'union avec les pays sub-sahariens, devaient constituer un motif majeur d'annexion. « L'exploration pétrolière débute en Algérie française dès la fin du XIXe siècle. Les sous-sols du nord de l'Algérie sont sondés en premier (Kabbani, 2019) plus particulièrement les régions autour de Tliouanet et de Dahra. Les recherches qui remontent à 1874 pour Dahra et 1898 ». La découverte du pétrole en Algérie remonte à 1956. Pour De Gaulle, il s'agissait «... de garder des liens, essentiellement économiques, avec l'Algérie indépendante, à cause de l'exploitation du pétrole, et du rôle du Sahara pour les expériences nucléaires » (B.Stora).

1.4- Les tentatives de négation de la Nation et de perversion de l'histoire

Selon de nombreux historiens d'obédience ou même d'hommes politiques illustres, l'Algérie n'a jamais existé avant la colonisation française. La déclaration de Maurice Thorez en 1939 « l'Algérie une nation en formation » en est une des illustrations. « Il considère l'Algérie comme une mosaïque de collectivités ethniques : arabe, berbère, mozabite, juive, française, etc. Il subordonne l'existence de cette nation algérienne en formation au brassage et à la fusion de l'ensemble des populations en présence » (BEN KHEDDA, 1999). De Gaulle et d'autres lui emboîteront le pas pendant la lutte de libération nationale. H. Elsenhans, un des historiens éminents de cette période écrit « pendant la Guerre d'Algérie, les colonialistes avancent qu'à la différence de la Tunisie ou du Maroc, l'Algérie n'a jamais été un Etat (comme Churchill le disait pour l'Inde), mais qu'elle était composée de communautés diverses qui avaient besoin de la présence française pour se gouverner. Aussi de Gaulle ne prend le virage qu'en fin 1960. Dans le discours du 16 septembre 1959, il parle encore de « communautés diverses, françaises, arabes, kabyle, mozabite, etc., qui cohabitent dans le pays » (Elsenhans, 2010)

Jusqu'à Macron en 2021 qui remettait en cause « l'existence d'une Nation algérienne avant la colonisation française ». Ces thèses ont cours encore aujourd'hui dans certains milieux ou qui tendent à amputer le pays d'une partie de son territoire sous prétexte que la France coloniale a volontairement accru la dimension de sa possession territoriale depuis le Traité de Lalla Magnia de mars 1945 délimitant la frontière algéro-marocaine.

Néanmoins et « en voulant se libérer de la tutelle française, les Algériens ont donné la preuve qu'en Algérie il y avait une nation qui avait ses propres fondements et ses propres critères. » (Adnani, 2021).

1.5- Un esprit de revanche omniprésent

L'esprit colonial n'a jamais cessé d'habiter la France et toutes les actions de compromission des gouvernements qui se sont succédé en Algérie ont été planifiées la plupart du temps en manipulant et en utilisant des hommes-liges ou en exerçant des pressions là où les intérêts du pays étaient en jeu. « La guerre de libération installa côté français des rancœurs durables chez nombre d'Européens d'Algérie, et suscita des productions d'historiens et publicistes de nostalgie coloniale » (Meynier, 2014).

L'indépendance a créé un traumatisme profond au sein de l'establishment français et le ressentiment envers l'Algérie n'a pas encore disparu ; « la mémoire coloniale de la France encore largement non assumée pèse donc toujours lourdement sur la scène politique et culturelle française. » (Stora & Jenni, 2016).

Cette situation résulte d'un pathos communautaire (au sens wébérien) qui, au fond, renvoie à une blessure narcissique qui a marqué des générations. Tant pour la conquête d'Alger quinze ans après la défaite de Waterloo que pour la guerre d'Algérie qui a succédé à la déroute de Diên Biên Phu, l'esprit revanchard est bien présent dans les intentions et dans les actes. En effet, « L'Algérie fut, après la défaite de 1940 et Vichy, après Diên Biên Phu, l'ultime investissement, en transfert, d'un nationalisme français déconsidéré et défait ». (Meynier, 2014).

Jusqu'à une période récente, la stigmatisation de la RA et le déni de justice vis-à-vis des exactions commises durant la colonisation et la guerre de libération nationale traduisent plus le mépris du perdant que l'absence de volonté de reconnaissance de faits historiques avérés. Comme l'indique Stora : « En France, il y a aussi une rente mémorielle, car l'histoire est un enjeu considérable » et de souligner l'œuvre des mécanismes de fabrication de l'oubli » (Stora, 1991/2005).

La nationalisation des hydrocarbures en 1971 et le choc pétrolier qui en a suivi a créé une double pénalisation de mettre fin aux trente glorieuses et de ruiner les intérêts et les perspectives des compagnies

pétrolières françaises, héritières des accords d'Evian. «En France, la guerre d'Algérie se lit toujours comme une page douloureuse de l'histoire récente : pas de commémoration consensuelle de la fin de la guerre, peu de grands films. Pourtant, cette guerre de sept années, qui alors n'osa jamais dire son nom, a été un moment considérable. Elle a provoqué la chute d'une République, la IV^e, et la naissance de la Ve, avec une nouvelle Constitution ; l'entrée en politique d'une génération que l'on retrouvera en 1968, etc. » (Stora, 2021).

Les stigmates de l'indépendance de l'Algérie et le choc qu'elle a produite chez un grand nombre de populations qui a jusqu'à la fin cru en l'Algérie française sont toujours présentes, nostalgiquement rémanentes. Un nombre important de jeunes français (deux millions selon les estimations) ont été concernés par cette guerre. « En France, les groupes de mémoire constitués en référence à l'Algérie française, frappés d'une maladie qui leur ronge le cœur et qui s'appelle nostalgie, embourbés dans une léthargie de ce qui ne change jamais, ne semblaient pas prêts à éteindre cette guerre sans fin. » (Stora, 2021). Entre le ressentiment, l'inimitié, la colère et les fausses tentatives de réconciliation qui ont animé la scène politique et médiatique française, peu de progrès ont été faits pour aller vers un apaisement des mémoires et vers des reconnaissances des responsabilités dont les massacres constituent la trainée de sang.

Le discours ambivalent des responsables politiques français suit une ligne générale de mystification comme les déclarations du candidat Sarkozy à la Présidence de la République : «ce n'est pas parce que 1955 (20 août) est l'année de ma naissance que je dois ignorer cette bataille et cette date. Le déferlement de violence, le déchaînement de haine qui, ce jour-là, submergea Constantine et toute sa région et tua tant d'innocents étaient le produit de l'injustice que depuis plus de cent ans le système colonial avait infligé au peuple algérien. « Pourtant, campagne électorale présidentielle en 2007 oblige, le candidat Sarkozy a multiplié les discours sur l'anti-repentance », expliquant que la France ne s'excusera jamais pour des méfaits, exactions commises pendant la colonisation » (Stora, 2021).

Conclusion

L'opiniâtreté de la colonisation et les desseins avoués ou inavoués de sa revanche sur l'histoire après les déconvenues enregistrées, dans l'ordre contemporain, depuis Waterloo en passant par l'épisode pétainiste

et la déconfiture de Diên Biên Phu, de s'arroger une partie du monde sous-développé pour accroître son emprise de puissance, mais aussi l'influence des nervis de la guerre sous autorité se drapant des droits de l'homme explique une saga historique qui finira en lambeaux partout où cette engeance a pris racine. Les derniers rebondissements en date affectent gravement les intérêts de la France sur les plans économique (uranium), militaire (fermeture des bases dans 5 pays en Afrique Subsaharienne et réduction des conditions d'accès à ces territoires. Très tôt, l'Algérie a été victime de cette saga qui ne dit pas son nom. Après avoir subi 132 ans de colonialisme sans vergogne, l'Algérie, comme le phénix, a pu renaître de ses cendres après avoir été mise sous le boisseau jusqu'à l'éteignoir. Sa résistance lui a permis de survivre à toutes les tentatives génocidaires et son instinct de survie lui a permis de faire face aux infortunes naturelles ou prédatrices sachant que c'est de ces dernières est venu le plus grand danger.

La résistance à la répression et aux nombreuses tentatives de génocide, de division, de perversion pendant une période de 132 ans ne peut être que d'ordre génétique. De nombreux peuples n'ont dû leur survie qu'à cette capacité de résister et à transcender les infortunes de la vie et les aléas de l'histoire ; l'Algérie en fait partie.

II. LE CONCEPT DE GRADUALISME REVOLUTIONNAIRE : LES CINQ VIES DE LA RA

« Personne n'ignore aujourd'hui que nous avons ruiné, affamé, massacré un peuple de pauvres pour qu'il tombe à genoux. Il est resté debout. Mais à quel prix ! » JP Sartre.

Tout au long de cinq générations, la RA algérienne a pris des voies et des formes différenciées. De la résistance à l'invasion jusqu'à la guerre de libération nationale, de multiples séquences de lutte et de redéploiement ont jalonné l'histoire coloniale de l'Algérie. On peut globalement réunir en cinq séquences les différentes étapes qui ont marqué la RA. Ces séquences sont caractérisées par leur progressivité et la montée en puissance des formes de résistance et des plateformes de revendications. Cette perspective correspond à un découpage historique des périodes qui ont marqué à la fois l'extension de la colonisation et des instruments de sa domination en vertu du processus newtonien d'action - réaction.

Ces phases, qui correspondent à des vies au sens générationnel, sont historiquement datées, enchaînées par la causalité des processus. Elles constituent un point d'appui important à la révélation de la conscience révolutionnaire par laquelle les résistances se sont transformées d'auto-défense, en union, en revendication puis en lutte de libération.

Première vie : la phase résistancielle

Cette phase commence avec la conquête française ; elle sera marquée par des hauts faits de guerre, mais pas que. Elle confirma de façon éclatante l'existence d'un Etat Nation capable de mobiliser des ressources et de faire front. La résistance de l'Emir Abdelkader, de 1832 à 1847, était le soulèvement de toute une Nation. Ainsi le premier Etat-nation algérien a vu le jour avec l'Emir Abdelkader qui a mis en place les structures et les infrastructures pour faire face à l'envahisseur et installé autour de cette organisation une superstructure répondant aux exigences d'un Etat moderne. Cette résistance aura de nombreux prolongements avec les tentatives de conquête de la Kabylie et sa résistance sous la bannière de Lalla Fatma Nsoumer de 1854 à 1857. Cette période qui s'étale de 1832 à 1857 représente pour L. Debaghine « la guerre de l'Indépendance ».

Deuxième vie : la phase insurrectionnelle

Cette phase commence avec la révolte d'El Mokrani en 1871 et se prolonge à celle des Ouled Sidi Cheikh de 1881 à 1883 ; ce soulèvement qui allait jusqu'au Maroc a pu rallier à l'insurrection les tribus de Nord, du Sud et de l'Ouest du pays sous la bannière de l'Islam. Cet épisode de la résistance se prolonge avec l'épopée du Cheikh Bouamama jusqu'en 1908. Les restrictions de la circulation des personnes et des troupeaux et les spoliations faisant suite à la mise en place du Senatus consulte et de la loi Warnier ainsi que le cantonnement, les séquestres et la hausse des impôts ravivent la colère des tribus.

La politique de la terre brûlée conjuguée à la répression massive qui allait frapper les populations en plus d'autres « indécrottables » comme les déportations allaient réduire les insurrections à grande échelle. Après les batailles livrées par l'Emir Abdelkader, cette phase de la lutte contre l'occupation a marqué l'histoire de l'Algérie. En dépit du déséquilibre des forces en présence, la résistance algérienne durant la période de pacification n'a pas faibli.

Troisième vie : la phase résiliencielle

Elle s'échelonne du début du siècle jusqu'à la fin de la Première Guerre mondiale. Cette période a vu l'extension de la conquête des derniers territoires et la mise en place de l'administration coloniale. L'alternance des mouvements de résistance un peu partout en Algérie (Aures, Kabylie, Nord Constantinois, Sud, Oranie, etc.) a entretenu l'étincelle de la révolution durant cette période dramatique. Cet épisode de la conquête a été marqué par une dégradation continue des conditions sociales, politiques et économiques qui ont mené les populations autochtones vers la famine, les épidémies et la misère, notamment à cause des lois scélérates du Code de l'indigénat et contre la conscription forcée (insurrection de Belezma-Aures en 1916-1917) (Kaddache, 2003). « C'est par les armes et non par l'esprit que l'Algérie a été conquise. La résignation, en forme d'attente, explique le calme apparent de la société musulmane, durement touchée par la colonisation : décadence des grandes familles, affaiblissement de l'artisanat, ... code de l'indigénat de 1881, qui instaure une série de pénalités impressionnantes du droit commun et, surtout dépossSESSION foncière continue pour la paysannerie. » (Stora, 2012).

Quatrième vie : la phase incubatrice

Elle a démarré avec la naissance du mouvement national algérien : la résistance est transférée au niveau politique avec l'internationalisation de la question algérienne à la fin de la Première Guerre portée au début par l'Emir Khaled lors de la Conférence de Versailles en 1919 qui vit la capitulation de l'Allemagne. L'émir Khaled avait notamment adressé en 1919 un message au Président Wilson réclamant l'application du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes à l'Algérie et la représentation des Algériens à la conférence de Versailles Collectif (Bouchène, Peyroulou, Tengour & Thénault, 2014). Ce début d'ouverture est accompagné par le développement du combat partisan avec la naissance de l'ENA (1926), du PPA (1937), du MTL D (1946) jusqu'à l'OS (bras armé du MTL D fondée officiellement en février 47) et au CRUA en mars 1954 qui marque l'engagement dans le combat armé. Cette période a été déterminante de l'avenir de la RA par la diversité des positions politiques des partis et la prise de conscience de la seule issue de l'émancipation du peuple.

M. Kaddache (résume les étapes du mouvement national en citant les quatre courants : négociateur derrière Ferhat Abbas, mobilisateur de

masses des partisans de Messali, plaidoyer musulman de l'association des Oulémas (Ben Badis), progressisme communiste d'une Algérie algérienne) (Kaddache, 2003). B. Stora identifie également quatre orientations «celles prônées par les oulémas, le mouvement Jeune algérien, le courant communiste et le mouvement nationaliste radical qu'incarne l'Etoile nord-africaine» (Stora, 2004). Dans ce bouillon de culture, la décantation a permis de configurer le mouvement révolutionnaire et d'acquérir les alliances nécessaires pour appuyer le mouvement aussi bien au niveau logistique que diplomatique.

Il est indéniable que les massacres du 8 mai 1945 sont en grande partie à l'origine de la révolution armée.

Cinquième vie : la phase révolutionnaire armée

Le déclenchement de la révolution algérienne en novembre 1954 a constitué un élément clé dans l'enchaînement d'un processus qui conduira à l'indépendance. La lutte de libération nationale a été un des événements internationaux majeurs d'après-guerre. Ses moments séquentiels font apparaître des stratégies adaptées au combat entre affrontement ouvert, repli et redéploiement utilisant les ressources du terrain ainsi que les maigres capacités d'appui des populations de plus en plus emmurées par les regroupements et la politique de la terre brûlée. Malgré ces désavantages, la résistance a fait front. Robert Kennedy disait devant le Sénat américain en 1957 « L'Algérie prive l'OTAN de ses armées, affaiblit les ressources de nos alliés français, menace l'influence occidentale et l'existence des bases dans le nord de l'Afrique » (Le Monde, 1957). Parmi les hauts faits de résistance, la Bataille d'Alger restera dans les annales de l'histoire du monde comme référence et continue d'inspirer les grands stratèges.

La diplomatie algérienne a également joué un rôle important dans l'internationalisation de la question algérienne depuis la conférence des pays non-alignés en avril 1955 à Bandung tandis que le FLN a ouvert de nombreuses portes de sortie à travers le plaidoyer et les alliances conclues avec les pays des aires d'appartenance.

Conclusion

L'analyse de ces différentes phases de la RA montre la montée en puissance des positionnements stratégiques, de la résistance aux

événements armés. Le gradualisme et l'adaptation aux conditions extérieures en fonction des stratégies et des tactiques du colonialisme, dans un contexte asymétrique, soulignent, de façon particulière, un engagement aux multiples facettes. M. Kaddache résume cette continuité inter-temporelle « on ne le répétera jamais assez ; le premier novembre n'est pas une rupture avec le passé ... Il est le fruit d'un travail incessant de propagande et d'agitation, d'organisation et d'approfondissement ... il est le résultat tangible de trois décennies d'efforts et de sacrifices, souvent obscurs et méconnus, car menés dans l'anonymat et le désintéressement absolu » (Kaddache, 1999).

Il y a probablement à chercher dans l'histoire tumultueuse de l'Algérie, souvent subie, une génétique de la résistance et une dialectique du combat qui ne sont pas reliées à des capacités militaires avérées, mais à une foi et des convictions qui ont traversé les siècles. Ce trait de caractère a permis à l'Algérie de survivre comme Nation même plus tard de faire la démonstration de ses capacités de résistance dans d'autres contextes aussi bien contre les multiples tentatives de déstabilisation que contre les coups de boutoir de l'islamisme politique et du terrorisme. Il est important de faire admettre que l'Algérie n'a jamais capitulé face aux invasions et a gardé une ligne de comportement qui lui a permis de survivre et de préserver son organisation sociale.

Cette révolution aux cinq vies atteste de la résistance et de la résilience selon les périodes de l'histoire. A chaque période la spécificité de son combat et ses stratégies de survie qui constituent l'extrême défi face à des menaces de négation.

III. LE CONCEPT DE REGENERATION IDENTITAIRE

« Chez les peuples animés d'un même esprit de corps, le commandement ne saurait appartenir à un étranger » (Ibn Khaldoun)

La RA a été une épreuve de portée historique. Il ne s'agit pas seulement d'une guerre de libération nationale, mais d'une lutte contre toutes les formes d'oppression, d'asservissement, d'accaparement et de discrimination sociale et raciale. Pour cela, elle a puisé dans ses ressources au fin fond de ses capacités à survivre et faire front. Le concept de régénération identitaire fait référence à un substrat génétique par lequel,

l'intelligence collective malgré la modicité des moyens est mise au service des objectifs à atteindre selon la nature des défis auxquels est confrontée la collectivité. Chaque peuple a son génie propre qui se met en place en réaction à l'hostilité de l'environnement comme de l'adrénaline ; la différence tient, pour l'Algérie, à la solidité des socles qui fondent la communauté et la nature des épreuves destructrices qu'elle a subies tout au long de l'histoire. Le concept de régénération identitaire rejoint ceux de la résistance et de la résilience pour former une unité conceptuelle installée dans un paradigme de combat pour la survie et trouve des réponses adaptées aux défis auxquels la communauté s'est trouvée à chaque fois confrontée.

3.1- Les caractéristiques d'une révolution globale et solidaire

Les facteurs de succès d'une telle révolution sont nombreux. La résilience a figuré comme résultat d'une situation de domination dévastatrice des populations du fait colonial, mais aussi comme capacité à rebondir face à des événements cruciaux. L'esprit de corps a transcendé les clivages sociaux, tribaux, ethniques, géographiques et partisans. Ces facteurs de résistance renvoient à l'histoire séculaire de l'Algérie, mais aussi aux différentes plateformes qui ont permis la cohésion sociale ; ils se déclinent en plusieurs facteurs de sédimentation.

a) une union sacrée entre le religieux, le politique et le social et qui définissent les bases économiques et sociales de la cohésion. Dans cette trilogie, la religion reste « un marqueur d'identité légitimant la lutte pour l'indépendance » (G. Meynier). Au niveau politique, le système de pouvoir et de justice, organisé autour des tribus durant les années dures de la colonisation, maintenait une solidarité active intra et extra tribales en dépit des répressions et du démantèlement des systèmes de valeurs et relationnels. L'intégration des codes fonciers et des rapports de production de la colonisation n'a pas empêché l'exercice d'une solidarité installée autour des valeurs de l'Islam. La pauvreté se reconnaissant dans le partage et les espèces dans l'essence, les liens sociaux ont constitué un rempart contre la pénétration de l'idéologie et des tentatives de division entreprises par des méthodes d'infiltration propres aux guerres psychologiques.

b) des dialectiques combinatoires des processus de résistance et de combat : interne-externe, local- global, civil-militaire, ouvriers- paysans, intellectuels-masses populaires, singularité et universalité.

A ses débuts, la RA a subi sans avoir les moyens d'une riposte organisée à grande échelle. Non seulement elle n'était pas préparée à une invasion de conquête mais aussi la dispersion des populations et les effets de distance ainsi que les systèmes tribaux de reproduction allaient rendre les tentatives de coordination complexe au niveau logistique et des possibilités de ralliement ; l'Emir Abdelkader et Bouaamama ainsi que d'autres en ont fait l'expérience. La chronologie des événements historiques montre toutefois une permanence et une multiplication, de plus en plus étendue, des foyers insurrectionnels durant toute la période de la conquête française.

Pendant la première phase de la conquête, c'est surtout la paysannerie qui a supporté le poids de la répression et su entretenir les foyers insurrectionnels jusqu'au début du siècle suivant et même un peu plus tard, la classe ouvrière et la population des milieux urbains ainsi que celle des émigrés (forcés par le travail ou la conscription) allaient prendre la relève et créer les conditions d'une riposte organisée à l'occupation et unifier les mouvements de résistance tandis que les élites allaient prendre la relève en allant porter le combat à d'autres niveaux, partisan, de recherche d'alliances, pour installer une stratégie de guerre de libération et de plaidoyer à l'international dans un monde d'après-guerre en pleine effervescence et en pleine recomposition. La lente gestation du mouvement de libération nationale allait s'accélérer avec les massacres du 8 mai 45 avec une masse critique qui lui imprimera une dimension militaire.

L'intelligence dans la conduite de la guerre de libération nationale et de ses stratégies a permis de fonder une véritable ingénierie de combat tout en étant en situation d'infériorité sur tous les plans :

Au niveau stratégique :

- Primat de l'intérieur sur l'extérieur,
- Primat du militaire sur le politique,
- Prépondérance de l'organisation sur les moyens,

Multiplication de stratégies compensatoires au niveau géographique et militaire par rapport à un adversaire beaucoup plus capacitaire (guerre asymétrique),

Utilisation des proximités, des sensibilités et des alliances géographiques, culturelles, religieuses, ethniques, linguistiques, etc.

Au niveau tactique :

- occupation des espaces de communication (MALG),
- Innovations dans la guérilla urbaine (Bataille d'Alger),
- Exportation de la lutte de libération nationale en France,

Utilisation de toutes les ressources disponibles sur le terrain (y compris l'équipe du FLN).

Au niveau opérationnel :

- Exploitation des erreurs de l'adversaire : les prisons et la ghettoïsation (cités de regroupement) ainsi que la conscription comme ferments révolutionnaires,
- Création de réseaux de soutien à l'international,
- Plaidoyer auprès des espaces d'influence (ONU) et des grandes puissances.

Cette configuration des formes de lutte a fini par submerger les gouvernants de l'époque « après les manifestations de décembre 1960, la France se résigne à l'existence d'une nation algérienne avec qui elle devra avoir à traiter. C'est à partir de cela que la France entame des négociations où elle ne prétend plus défendre son rôle d'arbitre, mais uniquement ses propres intérêts dont bien sûr ceux de la minorité européenne, position que le FLN n'a jamais récusée » (Elsenhans, 2010).

Au total, la force de la RA est d'avoir réussi à faire la synthèse entre trois composantes principales : i) la solidité d'un front interne engagé et solidaire, ii) le déploiement à l'international recourant à des systèmes d'alliances multiformes, iii) l'utilisation judicieuse des ressources nées des contestations de l'ordre mondial.

c) Une élite acquise à la cause de la RA. Les élites qui ont encadré la guerre de libération nationale n'étaient pas des intellectuels ni frappées de charisme au sens convenu. Messali Hadj qui est une des figures de

proue de la RA, l'homme emblématique a marqué la RA tout au long de ses phases conceptrice, incubatrice, de sa phase préparatoire et de sa phase opérationnelle même s'il n'a pas pu aller jusqu'au bout de son chemin.

L'histoire de la lutte de libération nationale a retenu de nombreux noms entre les militants de l'ENA, du PPA-MTPD, de l'OS et du CRUA. « Les hommes qui ont lancé et mené la rébellion en 1945 et 1955 appartenaient tous à ce que l'on pourrait appeler une petite bourgeoisie ou bien à une paysannerie pauvre en général ou encore au prolétariat urbain « exception faite pour Ben Khedda, Debbaghine et Mahmoud Cherif » on ne trouvait presque personne dans le FLN que l'on put classer dans la bourgeoisie » (Le Tourneau, 1968). La conduite de la RA n'a pas été le fait d'intellectuels, mais d'une élite. Le plaidoyer des 4 députés MTLN devant l'Assemblée Nationale Française en août 1947 illustre l'engagement de cette élite en faveur de l'indépendance et contre l'ordre colonial. Il s'agit de Lamine Debbaghine, Ahmed Mezerna, Messaoud Boukadoum et Djamal Derdour.

3.2- Les caractéristiques d'une révolution historiquement marquée, atypique

La RA se distingue des autres révolutions contemporaines de plusieurs façons même si elle présente dans sa phase terminale (guerre de libération nationale) des liens de proximité avec la guerre du Vietnam. Il est important d'essayer de reconstituer les filiations théoriques et les généalogies (autant que faire se peut) de cette révolution. C'est un exercice nécessaire pour amender l'histoire et sortir des travers des similitudes.

Sans minimiser la portée considérable de certaines d'entre elles (particulièrement russe et chinoise), les traits distinctifs qui marquent la RA se situent dans la durée, dans les formes de lutte, dans le nombre de morts relativement au nombre de vivants de l'époque et dans la mainmise sur le territoire, les biens, les personnes, les règles de conduite et les esprits.

Une révolution est un processus qui conduit un peuple ou une fraction de population définie à s'insurger contre un ordre établi contre la violence ou l'asservissement, les inégalités sociales ou l'imposition de règles injustes ou humiliantes. La plupart des révolutions contemporaines sont des guerres civiles : elles mettent en conflit d'intérêts un groupe

social contre un autre pour l'appropriation du pouvoir (changement de régime) ou pour contester l'ordre social imposé par le pouvoir de la force. Une typologie des révolutions peut conduire à une différenciation notable entre finalités et mode opératoire.

Les guerres civiles dissimulent les luttes de classes ; elles ont marqué le siècle dernier depuis la révolution russe opposant les bolcheviks aux défenseurs du tsarisme et de l'aristocratie bourgeoise. La révolution bolchevik a été, un moment important de l'histoire des révolutions, portée par un marxisme-léninisme triomphant. Les déboires de l'empire russe au début du siècle (défaite contre l'Allemagne, crise sociale, famine) ont porté au pouvoir la classe prolétaire à la faveur de la révolution de février 1917 qui a mis fin au tsarisme et celle d'octobre 1917 qui installa les bolcheviks au pouvoir.

La révolution chinoise est également partie aussi d'une guerre civile qui a opposé le parti nationaliste au parti communiste chinois entre 1927 et 1950 et dont un des temps forts a été la Longue Marche conduite par Mao Tse Toungh pour unifier le pays.

La révolution cubaine figure parmi ces guerres entre deux régimes, révolutionnaire castriste et un autre régime dirigé par Batista au service des classes possédantes et des intérêts américains. La révolution castriste a duré un an en commençant par le débarquement en décembre 1956 et se terminant début 1958 par un soulèvement populaire. Elle peut s'apparenter à la RA par l'aspect spoliation des richesses locales par une main mise étrangère. Elle se termina par une guerre civile qui permit de chasser les colons américains et les potentats locaux.

La révolution vietnamienne est une des plus emblématiques de la lutte des peuples pour leur liberté. Conduite par des stratèges hors pair (Hô Chi Minh et le Général GIAP), cette révolution a infligé un revers important à la puissance coloniale qui s'est retournée contre l'Algérie après sa déroute. Elle a dû payer le prix fort pour sa libération qui confirme l'aspect génocidaire de cette colonisation. Le Vietnam a perdu, durant la guerre d'Indochine face à la France 8% de sa population soit 8,8 millions de personnes entre 1946 et 1954 (Robert Mac Namara, Secrétaire d'Etat

américain à la défense : de 1961 à 1968 pendant la guerre du Vietnam). La guerre des dix mille jours (ou guerre civile vietnamienne) contre les USA a occasionné, quant à elle, plusieurs millions de morts, dont un million de combattants. Le Vietnam a annoncé le 3 avril 1995 qu'un total d'un million de combattants et deux millions de civils (y compris le Sud) avaient été tués durant la guerre.

La révolution bolivarienne est une tentative d'unification des pays de l'Amérique du Sud contre les Espagnols et de construction d'une coalition interaméricaine pour mettre en œuvre le « socialisme du 21^e siècle ». L'idéologie, à l'instar de son penseur Simon Bolívar, vise également à unir les peuples hispanophones d'Amérique du Sud pour former une grande confédération panaméricaine. Le concept est ressuscité au début des années 1990 à l'occasion de la crise de l'endettement des pays latino-américains. La thérapie de l'ajustement structurel imposé à ces pays, particulièrement l'Argentine, a suscité des mouvements de fronde des populations frappées par les politiques d'austérité et de restrictions budgétaires. Ce processus s'est traduit par la chute des dictatures militaires en poste en Amérique latine et l'avènement de pouvoirs de gauche qui tirent leur essence de la révolution marxiste-léniniste et bolivarienne.

Les révolutions colorées ont fait leur apparition entre 2010 et 2012 dans le paysage des révolutions rompant les cycles de violence propres à ces manifestations. Que ce soit en Géorgie (révolution des roses), en Ukraine (révolution orange) ou au Kirghizistan (révolution des tulipes). Les séries de soulèvements populaires qui les ont accompagnées entendaient améliorer les systèmes de gouvernance en place et entreprendre les réformes nécessaires pour démocratiser la vie publique et lutter contre la corruption. La révolution des jasmins en Tunisie en 2010, qualifiée de « printemps arabe » s'inscrit dans ce prolongement. D'autres révolutions moins fleuries telles que la révolution des bulldozers en Serbie ou des parapluies en 2014 à Hong Kong rejoignent le même package en tenant compte, naturellement, des spécificités des contextes et de l'ampleur de ces mouvements.

Ces révolutions très différentes en intensité, en durée et en impact n'ont pas conduit à des changements politiques majeurs ; elles ne sont naturellement pas comparables entre elles si ce n'est qu'elles s'installent dans des contextes historiques mus par une perspective de changement

et l'avènement de sociétés plus soucieuses de la justice et des droits sociaux rompant avec les systèmes de domination, d'exploitation et d'asservissement.

Contrairement à toutes ces révolutions, la RA a duré plus d'un siècle, a combattu un ennemi externe qui s'est approprié tous les mécanismes de la reproduction sociale par politique de peuplement interposée, faisant de la répression le principal moyen de maintenir son emprise et sa suprématie.

Conclusion

La RA reste l'une des rares révolutions à avoir réuni les éléments d'une convergence unanime autour du combat de son peuple contre la colonisation et pour son indépendance ; elle a acquis ses lettres de noblesse en installant des systèmes complexes de coopération, de lobbies, d'influence, d'alliance, d'intermédiation et de leadership là où il était possible de le faire. « Sa guerre de libération lui avait déjà valu un vaste capital de sympathie ; son opiniâtreté dans le combat économique accroît la considération que lui vouent de nombreux pays du tiers-monde » (Rulleau, 1982). Ces caractéristiques lui ont valu d'être toujours accompagnée dans son combat même si l'essentiel des opérations s'est déroulé au niveau interne.

Sa contextualisation renvoie à l'ensemble de ces paramètres qui constituent le fil rouge qui la démarque des autres révolutions ; les différenciations sont nombreuses entre la durée de la RA, la résilience et les sacrifices de ses populations, la générosité de son combat et l'impact international qu'elle a suscité. L'absence de compromission et d'inféodation à toute puissance tutélaire ajoute en complétude. Dans ce sens, elle a gardé intactes ses marges de manœuvre dans la liberté de ses mouvements et l'intégrité de ses choix.

IV. LE CONCEPT DE REVOLUTION AUGMENTEE

« La reconnaissance internationale s'appuie sur l'exercice d'un leadership intellectuel et moral et la conclusion d'alliances et compromis avec diverses forces » (A. GRAMSCI).

La RA a été un des événements à défrayer la chronique internationale durant les années d'après-guerre et même au-delà de l'indépendance.

Les événements dramatiques du 8 mai 1945, du 11 décembre 1960 et du 17 octobre 1961 (et bien d'autres) ne sont pas, par leur retentissement international, restés sous silence. Depuis la conférence de Bandung en 1955 (suite à la demande d'inscription à l'ordre du jour de la session des Nations Unies par quinze pays de la même année qui fut décidée par vote : 28 voix contre 27, et 5 abstentions lors de l'Assemblée générale des Nations Unies du 30 septembre 1955 (la diplomatie française parle de séance dramatique), la question algérienne n'a cessé de gagner en audience et en sympathie, portée par le FLN et la diplomatie algérienne. L'historien Matthew Connelly parle à ce propos de véritable « révolution diplomatique ».

Il a fallu attendre 1957 pour que cette question soit mise à l'ordre du jour de la 57^e/11^e session de l'Assemblée Générale de l'ONU : « Aujourd'hui la guerre d'Algérie est au premier rang des problèmes que la France doit résoudre. Bien plus, elle est devenue par ses incidences, par ses répercussions politiques, voire par ses aspects économiques, un des grands problèmes internationaux de l'heure. L'Algérie est aujourd'hui le seul point du globe où l'on se batte encore : cela suffirait pour que les Nations unies ne puissent s'en désintéresser » (Herreman, 1957). La création du GPRA en septembre 1958 sera décisive et la diplomatie algérienne, qui en a été le fer de lance, a joué un rôle majeur par rapport à l'internationalisation de la question algérienne et au fait d'avoir poussé la France coloniale dans ses derniers retranchements. « Une résolution de l'Assemblée générale n'aurait, sans cela, aucune chance d'être exécutée. En revanche, un vote favorable au « G.P.R.A. » pourrait conduire la France à reconsidérer sa politique à l'égard de l'ONU, ce qui ne pourrait qu'affaiblir une institution dont tous les pays, et parmi les premiers les nouveaux États, ont le plus grand besoin » (Honti, 1960). Le 29 septembre 1955, Antoine Pinay, ministre français des Affaires étrangères, met en garde contre toute ingérence et souligne la mission civilisatrice de la France. Parallèlement, le président du Conseil, Edgar Faure lui fait savoir qu'il ferait approuver par le Parlement le retrait de la France des Nations unies au cas où l'Assemblée maintiendrait la question algérienne à l'ordre du jour (INA, 1955).

La conjonction des opérations d'activation du front interne et du plaidoyer pour l'indépendance de l'Algérie auprès de nombreux acteurs internationaux s'est révélée une stratégie payante dès lors que les succès

du premier, mais aussi la répression massive des populations qui a accompagné la lutte du peuple algérien ont été le principal vecteur du plaidoyer international.

4.1- Apport de la RA à libération des peuples

La guerre de libération nationale et son substrat révolutionnaire ont généré de nombreux impacts dont les dimensions sont toujours à l'œuvre ; trois effets sont à retenir : d'avoir influencé les Etats africains à demander leur indépendance, d'avoir appuyé politiquement, diplomatiquement et matériellement, après son indépendance, les Etats à se libérer et, en troisième lieu, de maintenir une ligne politique qui continue de revendiquer la liberté des peuples en référence à la charte des Nations Unies.

a) d'avoir servi de catalyseur aux indépendances africaines : la lutte de libération nationale, la dénonciation de l'ordre colonial et la mise à nu des exactions commises contre les populations allaient précipiter le processus de décolonisation en Afrique comme cause et comme effet à partir du discours de Brazzaville en 1956.

La guerre d'Algérie avait agi comme un catalyseur pour ces mouvements, inspirant les nations africaines à revendiquer leur droit à l'autodétermination et à l'indépendance (Yahiaoui, 2024). Entre 1954 et 1962, ce sont le Maroc et la Tunisie, respectivement les 2 et 20 mars 1956 qui accèderont à l'indépendance, après des mouvements nationalistes soutenus par des manifestations populaires. Treize pays africains suivront avec la Guinée qui prend son indépendance en octobre 1958 puis à partir de 1960, le Cameroun français en janvier, le Togo, en avril, Madagascar en juin, le Dahomey, le Niger, la Haute-Volta, la Côte d'Ivoire, le Tchad, la République Centrafricaine et le Congo-Brazzaville (qui déclarent leur autonomie respectivement les 13 et 15 août), le Gabon et le Sénégal. Enfin, la Mauritanie a conclu ce cycle d'indépendances en accédant à l'autonomie le 28 novembre 1960.

b) d'avoir appuyé politiquement et matériellement, après son indépendance, les Etats à se libérer.

Pendant sa lutte de libération nationale et après son indépendance, l'Algérie s'est attachée à aider les pays encore colonisés à obtenir leur indépendance et a apporté un soutien multiforme à l'autodétermination

des peuples africains. Elle a accueilli les mouvements de libération et facilité et les négociations des accords de paix, en 1974, ayant abouti à l'indépendance du Mozambique, de l'Angola, du Cap Vert et de la Guinée Équatoriale (MAE). « La diplomatie algérienne est devenue la voix de l'Afrique dans les réunions internationales, notamment à l'ONU, l'OUA et au mouvement des pays non-alignés » (APS, 2021).

La RA a également influencé la lutte contre l'apartheid surtout en Afrique du Sud « Dans son livre *Un long chemin vers la liberté*, Mandela révèle sa lutte contre l'apartheid largement inspirée de la lutte des combattants algériens » (Matarese, 2013). Le concept de «transfert de conscience révolutionnaire» (Erasheed Aziz, 2021) de la Révolution algérienne aux mouvements anti-apartheid a été un facteur clé dans la lutte contre l'apartheid. «Les Damnés de la Terre a été la bible, le Coran des combattants de l'ANC.» (El Watan, 2016).

c) de maintenir une ligne politique qui continue de revendiquer la liberté des peuples en référence à la Charte des Nations Unies.

Le droit des peuples est un invariant de la politique algérienne avant et après l'indépendance. Pour avoir subi la répression coloniale et ses populations privées de liberté pendant des lustres, l'Algérie comme autant de peuples opprimés mesure bien la signification de ce droit qui doit s'appliquer universellement (Constitution, 2016) en référence à la Charte des Nations Unies (Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et peuples colonisés) (Résolution 1514, AG, ONU, 1960). Elle en a fait son credo et les fondements de sa politique internationale.

4.2- Apport de la RA au renouveau des relations nord-sud

La vision de l'Algérie du nouvel ordre économique mondial a été un des signes d'avant-garde et un des catalyseurs de la conception d'un ordre mondial multipolaire. « La question de l'instauration d'un nouvel ordre économique international a été soulevée pour la première fois dans une déclaration politique adoptée à la quatrième Conférence des chefs d'État ou de gouvernement des pays non alignés, tenue à Alger du 5 au 9 septembre 1973 ». (Résolution 3201 (S-VI), AG, ONU, 1974) « Le nom de l'Algérie est lié, pour beaucoup, au nouvel ordre économique international. Ce n'est pas sans raison : si l'Algérie n'a pas été l'initiateur de sa recherche,

elle en a été sans conteste le catalyseur pendant de nombreuses années et continue de se dépenser pour atteindre un but dont certains se demandent aujourd'hui si, tel l'horizon qui recule devant l'avancée du marcheur, il pourra ne jamais être atteint. » (Ruleau, 1982).

L'expression « nouvel ordre économique international » a été utilisée officiellement et pour la première fois à la tribune des Nations Unies par H. Boumediene en 1974 et l'Algérie est reconnue mondialement comme étant « le maître d'œuvre du projet du nouvel ordre économique mondial » (Mahiou, 2022).

La présidence algérienne de l'Assemblée Générale des Nations Unies reste encore gravée dans les mémoires. Avant cela, l'Algérie a multiplié les appels en faveur des droits des peuples à travers la Charte d'Alger des droits économiques du Tiers Monde 1967 et le Groupe des 77 de la CNUCED et pas seulement.

4.3- L'Algérie précurseur du principe de non-alignement

La Conférence d'Asie et d'Afrique (Bandung avril 1955) a consacré au niveau international la RA comme un cas de décolonisation « la conférence de Bandung a constitué un prélude à l'inscription de la question algérienne à l'ordre du jour de la session ordinaire de l'Assemblée générale de l'ONU, le 30 septembre 1955 ». La conférence de Bandung a, en outre, été un jalon important dans la constitution du Mouvement des non-alignés (MNA) en 1961 à Belgrade, où des pays afro-asiatiques ont affirmé leur volonté de rester à l'écart de la rivalité entre les blocs Est et Ouest » (APS, 2023).

Il est important de savoir qu'avant que ce mouvement historique ne naisse, le PPA MTLD s'était élevé contre l'intégration de l'Algérie française à l'OTAN dans un mémorandum adressé le 20 septembre 1950 aux Nations Unies dans lequel il refusait « ne jamais être l'allié de ceux qui méconnaissent son droit à la liberté et à l'indépendance ... et proclame ne participer à aucun conflit armé où ses intérêts seraient méconnus et ses aspirations ignorées. Le PPA-MTLD se prononce en fin de compte pour une politique de « neutralisme positif » vis-à-vis des deux blocs » (Ben Khedda, 1999). Cet acte historique, sans être reconnu comme tel, signera

toute la philosophie par laquelle s'inspire le MNA qui ne verra le jour que 11 ans plus tard à Belgrade, même si les prémices étaient déjà inscrites dans le cadre de la conférence de Bandung.

Conclusion

Le concept de révolution augmentée trouve bien ses linéaments à travers les moments forts qui ont marqué l'intervention de l'Algérie avant et après l'indépendance en faveur de la libération politique et économique des peuples colonisés. Il renvoie aux différentes répercussions de la lutte de libération nationale et à son association à différentes mutations systémiques de l'époque et qui continuent d'influencer l'histoire d'aujourd'hui. Dès le départ, la lutte de libération nationale a recherché les moyens de son internationalisation pour rallier le maximum de sympathies à sa cause, mais aussi pour créer un mouvement global de rejet de l'ordre colonial qui continuer de prospérer à l'ombre de la main mise sur les ressources naturelles des pays dominés.

En s'installant dans le processus d'émergence de la contestation de l'ordre mondial d'après-guerre, la RA s'est frayé son chemin depuis son passage de pays en quête d'assistance, à celui de soutien des luttes de libération, de référence puis de leader. Les témoignages de cette reconversion sont nombreux, pour certains immortalisés comme celui de Mandela pour qui «c'est l'Algérie qui a fait de moi un homme ». La RA ne s'est pas éteinte après la fin des événements ; elle continue de produire des effets à l'international dans un processus d'incrémentation.

La RA n'a cependant pas été idéologisée au point de perdre de vue les difficultés qui attendaient les peuples à l'issue de leur décolonisation. D'autres combats appelaient leur engagement. (Boumediene, 1974) « Les expériences humaines, dans nombre de régions du monde, ont démontré que les liens spirituels, qu'ils soient islamiques ou chrétiens, n'ont pas pu résister devant les coups de boutoir de la pauvreté et de l'ignorance, pour la simple raison que les hommes ne veulent pas aller au paradis le ventre creux... Un peuple qui a faim n'a pas besoin d'écouter des versets. Je le dis avec toute la considération que j'ai pour le Coran, que j'ai appris à l'âge de dix ans. Les peuples qui ont faim ont besoin de pain, les peuples ignorants de savoir, les peuples malades d'hôpitaux. » (Balta, 1982).

DEUXIEME PARTIE : QUELLE THEORIE DE LA RA

La RA a été bien plus qu'une épreuve de résistance, une œuvre de libération d'un colonialisme de peuplement et de mise en échec de desseins d'annexion. Elle a pu avoir droit à une reconnaissance internationale par sa résilience, son exemplarité et ses positions politiques immuables en faveur du droit des peuples. Cette révolution reste à conceptualiser par rapport aux déterminants qui ont fait sa force avec, en prolongement, une théorie à construire.

Aussi bien du point de vue de ses capacités de résistance que du point de vue de ses différentes fécondations urbi et orbi, elle reste définitivement lestée à un plan de l'histoire tumultueuse du monde contemporain. Malgré la haute vertu attachée à cette reconnaissance, il reste insatisfaisant de s'arrêter à ce niveau d'apaisement tellement les impacts de cette révolution ont été nombreux et ont pu affecter le genre humain en référence aux populations africaines, d'Asie et d'Amérique latine qui ont vu dans la RA un exemple de lutte contre la domination coloniale et un chemin vers la liberté.

Si le temps des théories en sciences sociales est révolu pour céder la place à un pragmatisme qui n'a plus le sens innovant, il reste que la reconquête du passé pour solder les passifs et cautériser les meurtrissures est un devoir sacré de manière à purger le contentieux historique et accréditer les lettres de noblesse de la RA comme référence universelle d'un combat autant libérateur que fécondateur.

La tentative de conceptualisation que nous avons essayé de mettre en place reste fondamentalement une forme d'agrégation des récurrences et de reconstitution synthétique de l'évènementiel sans autre motif que de remonter aux ascendances et créer des espaces de compréhension plus ouverts sur la causalité : « l'observation première est toujours un premier obstacle pour la culture scientifique. Il y a rupture et non pas continuité entre l'observation et l'expérimentation » (Bachelard). Les concepts proposés portent les prémices d'un système articulé. Ils vont du particulier au général et sont reliés à une même matrice qui fait de la RA une unité au sens dialectique du terme et qui permet d'ouvrir le champ des abstractions. Kant décrit un concept comme une fonction sous laquelle « l'unité de l'acte par lequel différentes représentations sont ordonnées sous une représentation commune ».

I. LES ANCRAGES THEORIQUES

La RA a transcendé les règles de son temps, faites de soumissions, d'inféodations, de protectorats, de condominiums, d'allégeances et de collusions avec l'ordre colonial, dans la diversité des situations consignées par l'histoire.

Le combat de l'Algérie pour son indépendance n'a connu aucune forme de corruption et a été ponctué de phases de soulèvement, de rémission, de contestation et de révolution. Ces étapes ont enfanté une dialectique de la résistance et un effet de soulèvement en chaîne contre l'ordre colonial aussi bien dans les consciences, dans les prétoires que dans les comportements ; cette intrusion d'ordre disruptif a fait son chemin pour devenir une référence et un exemple. Ces éléments pourraient constituer la base d'une théorisation de la RA dont les impacts sont d'aboutir à un renforcement identitaire et, externe, à une reconnaissance dans le combat algérien, celui de nombreux peuples dans une exemplarité incontestable.

La connaissance scientifique, comme vecteur de libération et comme capacité à repenser le monde, a élevé au stade de théories de nombreuses pratiques sociales, de caractère révolutionnaire ; elle a permis de comprendre la logique de fonctionnement des systèmes sociaux et de conduire à mettre en place des politiques de changement de l'ordre établi, à partir de mécanismes de rupture en forme d'antithèse. Sans être exhaustif, on peut citer les plus emblématiques d'entre elles, même si elles se situent à des niveaux différenciés de par leurs références philosophiques et leurs dimensions anthropologiques produites dans des contextes spécifiés :

- La théorie du changement, d'essence systémique,
- Les théories de la révolution, d'essences marxistes-léninistes se référant au matérialisme historique,
- Les théories de la dépendance, d'essence contestataire dans le genre révolutionnaire,
- Les théories de l'alter mondialisation d'essence paradigmatique,
- Les théories de la décolonialité, d'essence déconstructionnistes par rapport au capital, prolongée par «une déconstruction de la modernité et de l'eurocentrisme » (Hundle).

D'autres théories, d'essence expérimentale, peuvent s'inviter aux références comme la théorie des jeux qui installe de véritables stratégies de négociation ; c'est le cas, par exemple, des retombées potentielles des effets de la mise en place d'un GPRA et c'est le cas des accords d'Evian dont les enjeux étaient considérables entre l'autodétermination, le risque de distraction territoriale, la souveraineté sur les hydrocarbures ou la poursuite des essais nucléaires.

Il n'y a naturellement pas de frontières entre les théories de même substrat philosophique ; leur croisement et l'apport d'éléments nouveaux qui permettent de puiser en chacune d'entre elles des éléments d'hybridation favorisent l'enrichissement des bases de la connaissance et aident à construire une autre dimension des processus sociaux. La RA rapatrie à son combat l'essence de ces dimensions tout en élargissant les espaces de référence qui élargissent les horizons de la connaissance et de la praxis sociale.

Une théorie est, par définition, une tentative d'élévation par rapport au réel qu'elle est censée représenter à partir de récurrences observées, de chaînes de causalités établies et de bases d'extrapolation pour en élargir le champ des références et les applications. Son caractère abstraktif lui confère une valeur cognitive et explicative ainsi qu'une capacité transcendante. Le champ de recherche en la matière englobe à la fois les aspects factuels, les corrélations et les déterminismes, le tout relié à des relations de caractère systémique permettant de construire une référence paradigmatique non altérée. « La première expérience ou, pour parler plus exactement, l'observation première est toujours un premier obstacle pour la culture scientifique. En effet, cette observation première se présente avec un luxe d'images ; elle est pittoresque, concrète, naturelle, facile. Il n'y a qu'à la décrire et à s'émerveiller. On croit alors la comprendre. Nous commencerons notre enquête en caractérisant cet obstacle et en montrant qu'il y a rupture et non pas continuité entre l'observation et l'expérimentation » (Bachelard, 1977).

II. ELEMENTS DE METHODOLOGIE

La construction d'une théorie est par essence d'ordre philosophique ; elle emprunte à l'anthropologie, à la sociologie, à la sémiologie et à

un ensemble de sciences humaines en mode idéaliste, matérialiste ou ontologique. Elle est l'aboutissement d'un processus de formulation et d'assemblage des éléments d'un ensemble d'hypothèses en un tout cohérent à la lumière d'analyses logiques, sémiologiques et socio-historiques. Elle reste au demeurant, en sciences sociales, une spéculation intellectuelle dans ce sens que les hypothèses de base peuvent être contestées aussi bien dans le fond que dans la forme dès lors qu'elle renvoie à des postulats de base. Ces postulats peuvent se décliner de la façon suivante :

- La RA, par sa durée, sa progressivité et ses impacts est unique dans l'histoire,
- La RA est d'essence universaliste de par les idéaux qu'elle a véhiculés et la large adhésion à ces idéaux,
- La RA a contribué à repenser le monde en relation avec sa contribution au façonnement des REI d'après-guerre,
- La RA a inscrit une nouvelle page dans l'histoire de l'humanité par le principe de défense absolue des droits et de la dignité des peuples.

De façon simplifiée, elle se déroule en plusieurs étapes : à partir de l'observation d'un phénomène et de la formulation d'une problématique, différentes hypothèses vont être émises, puis testées en s'appuyant sur leur impact en termes de changement. A partir de la validation factuelle peut se construire un modèle de type cybernétique, suivant un principe de causalité.

Chaque théorie subit une validation par rapport aux faits dont elle est censée représenter la quintessence. La déconstruction du discours colonial en est une des principales dimensions pour se libérer des lestages de l'histoire et des contingences de la pensée unique.

Qualifier la RA est le point le plus important car son énoncé comprend à la fois une entrée, une sortie et une portée de l'évènement. Le corps de doctrine sous-jacent pourra fixer l'idéologie de cette construction.

Les concepts utilisés de génétique de la résistance, de gradualisme révolutionnaire, de capacité de résilience, de régénération identitaire et de révolution augmentée sont les portes d'entrée d'une théorie endogène. La RA a non seulement inauguré de nouvelles formes de lutte par leur

ampleur, leur profondeur, leur permanence et leur gradualité, mais aussi introduit de nouvelles dimensions à la lutte des peuples : se libérer pour libérer les autres, élever le combat des peuples à des revendications plus fondamentales, celles du droit au développement, réduire les dépendances qu'installent les mutations de l'ordre colonial. Elle s'est également installée dans un processus de rupture en proposant une alternative, celle d'un nouvel ordre économique mondial. Il s'agit bien du passage à un autre paradigme qui vaut tant sur le plan existentiel que systémique.

Ces concepts invitent à une agrégation sous forme synthétique pour relier le local à l'international au niveau des espaces de référence, le particulier au global au niveau des gradualismes et l'immédiat au lointain au niveau des impacts.

La portée de cette révolution va plus que les faits historiques. L'aboutissement de la lutte de libération nationale a donné naissance à un courant politique et idéologique de contestation de l'ordre colonial et libéral. Cette révolution ne peut pas se limiter à des traces événementielles, par essence éphémères.

Louis Althusser montre bien les limites de l'historiographie traditionnelle « pour dire les choses brutalement, l'histoire vit dans l'illusion qu'elle peut se passer de théorie au sens fort, d'une théorie de son objet et donc d'une définition de son objet théorique. Ce qui lui sert de théorie, ce qui à ses yeux lui en tient lieu, c'est sa méthodologie, c'est-à-dire les règles qui gouvernent les pratiques effectives, pratiques centrées sur la critique des documents et l'établissement des faits. Ce qui lui tient lieu d'objet théorique, c'est à ses yeux son objet « concret ». L'histoire prend donc sa méthodologie pour la théorie qui lui manque et elle prend le « concret » des évidences concrètes du temps idéologique pour l'objet théorique. Cette double confusion est typique d'une idéologie empiriste » (Chiss, 1978).

Pour l'ensemble de ces raisons, il est proposé de QUALIFIER LA REVOLUTION ALGERIENNE DE REVOLUTION FONDATRICE. Ce substrat pourrait se décliner de la façon suivante :

La révolution algérienne, par sa résilience et le combat séculaire de son peuple contre l'oppression et la domination a créé les conditions d'une décolonisation à grande échelle et conduit à une rupture épistémologique

de l'ordre économique mondial en installant de nouveaux référentiels aux relations Nord-Sud dans le sens d'une plus grande justice internationale.

Dans ce sens, la RA a été globale dans sa conduite, cohérente dans son engagement, créative dans son organisation, efficiente dans ses résultats et annonciatrice de nombreux changements du point de vue des relations internationales.

L'histoire retiendra que le mouvement de libération algérien a, d'une certaine façon, impacté les relations internationales d'après-guerre et a continué à produire des effets après l'indépendance. Si l'ordre colonial est défini par un certain nombre d'attributs endogènes et exogènes, le fait de prendre le contrepied de ce pouvoir et d'en faire un casus belli est bien une révolution en soi tellement est difficile de déstabiliser un des systèmes les plus féroces et les plus meurtriers au monde.

III. CONTRIBUTION A LA CONNAISSANCE EN SCIENCES SOCIALES

Les révolutions contemporaines ont été conduites par des figures emblématiques qui prennent tantôt le rôle de théoricien, d'idéologue, de leader emblématique ou de figure messianique ou assument l'ensemble de ces rôles concomitamment ou en combinaison. Dans le cas de l'Algérie, l'histoire a été ponctuée de faits de guerre et de résistances depuis l'Emir Abdelkader jusqu'à la lutte de libération nationale. Cette continuité temporelle sur le « temps long » a été portée par tout un peuple en révolte permanente, animé par la foi. Le sens symbolique de cette manifestation renvoie à des fondamentaux axés sur la culture de la survie, le rejet de l'occupant, la solidarité inter et trans-générationnelle et la conviction d'un combat partagé qui transcende les clivages sociaux traditionnels et qui finit, par contagion, par influencer le combat des peuples.

L'intérêt de cette reconstitution conduit à un aphorisme de type kantien (en référence aux trois maximes : pensée sans préjugés, pensée élargie, pensée conséquente). Le gradualisme de la RA commence par la défense de soi et finit par la défense d'autrui, ainsi en sont les destins prométhéens dans le registre de l'appui à la libération des peuples. La lutte de libération nationale n'a pas été intellectualisée ni ne s'est inspirée du courant marxiste-léniniste, trotskyste ou maoïste. Elle s'est cependant

installée dans une praxis révolutionnaire du combat contre la domination et l'injustice loin des courants théoriques de l'époque qui voudraient que le substrat marxiste-léniniste soit la seule référence du combat des peuples.

En rupture avec les conceptions marxistes pour qui la lutte des classes est le moteur de l'histoire, la conception hégélienne renvoie à « la lutte violente de la dialectique du maître et de l'esclave ». La science historique selon Hegel est une science globale : une histoire qui ne serait pas pétrie par les questions culturelles, intellectuelles, religieuses, sociales, géographiques, morales et technologiques serait une histoire inefficace (phénoménologie de l'esprit). Cela ne signifie pas pour autant que la RA s'éloigne de la lignée marxiste : « La révolution du 1er novembre 1954 fut une révolution anti-impérialiste, car elle a contribué à détruire un ordre géopolitique et géoéconomique profondément injuste, issu de l'impérialisme et du capitalisme occidental » (Nasser, 2024).

Une troisième percée peut être mise à jour, celle de l'engagement et des convictions face à l'adversité qui vaut aussi bien sur le plan historique, anthropologique que sociologique et qui mérite son ancrage théorique. En ce sens la RA est bel et bien fondatrice.

IV. LES VALIDATIONS DE CARACTERE HISTORIQUE ET FACTUEL

Souscrire à plusieurs épreuves permet de poser les fondements d'une validation ex-post des différents postulats installés dans la perspective théorique à construire. Il s'agit d'un argumentaire relié à différentes manifestations des pratiques révolutionnaires, mais aussi des reconnaissances qui ont valeur historique, destinées à renforcer les prémisses et les effets de la théorie par la preuve, le témoignage et l'impact.

4.1- L'épreuve de la temporalité et de la gradualité

La RA a été une révolution fragmentée dans le sens où le combat de son peuple a pris plusieurs formes en des phases distinctes (la révolution aux cinq vies) ; ces phases sont articulées dans des formes adaptées aux conditions socio-politiques et aux moyens dont pouvaient disposer les populations pour résister, les partis politiques pour revendiquer, les moudjahidine conduire le combat militaire et les militants pour manifester.

Ces formes, caractérisées par leur champ étendu d'appropriation et leur niveau graduel d'intensification, se sont installées dans une complémentarité historique et systémique. Au fond apparaissent la résilience, la conscience et la détermination qui ont favorisé un combat alterné, fondamentalement inégal de très long terme. G. Meynier a fait une analyse dialectique de la société et l'identité algériennes sur le temps moyen et le temps long. Il emprunte la notion du « temps de longue durée » au géographe Fernand Braudel (Braudel, 1958) pour expliquer l'évolution historique de l'Algérie et pour saisir le mouvement lent des structures profondes et inconscientes de la société algérienne afin de comprendre sa transformation, la construction de son identité et l'émergence de l'Armée de Libération Nationale et du Front de Libération Nationale.

4.2- L'épreuve de l'histoire

La RA a été consacrée, en de multiples façons, comme un événement majeur après la seconde guerre mondiale grâce à la résistance de son peuple et aux faits de guerre et de plaidoyer auprès d'instances internationales et régionales. Il ne fait aucun doute que cette résistance a apporté quelque chose de nouveau en marquant de façon incontestable l'avènement d'un nouvel ordre mondial. « Entre 1954 et 1962, la guerre d'indépendance algérienne fut un événement majeur de la politique internationale. Elle mobilisa l'attention et les ressources d'une des grandes puissances militaires et politiques mondiales, provoqua des tensions entre les alliés de l'OTAN et entre les camarades communistes, et coûta plus de vies que toute autre guerre de décolonisation – à l'exception des guerres successives du Vietnam. De surcroît, le FLN a consacré d'immenses efforts à tirer parti des institutions internationales de l'après-Seconde Guerre mondiale, en premier lieu des Nations unies, et de la révolution en matière de télécommunications, tandis que les métastases révolutionnaires nées de la rébellion algérienne montraient aux dirigeants de Londres, Paris et Bruxelles les risques qu'il y avait à retarder la décolonisation. L'Algérie a ainsi joué un rôle essentiel dans l'histoire mondiale après 1945 » (Byrne, 2014).

L'internationalisation de la question algérienne qui intervient en pleine guerre froide a suscité de nombreuses réactions et a fini par avoir gain de cause devant le parterre de l'AG des Nations Unies la prise de position des grandes puissances mondiales dont naturellement les États-Unis. « La guerre d'Algérie a cessé de représenter un problème purement français, et les Américains sont directement concernés par le conflit. Et

ils le sont d'autant plus que la guerre d'Algérie «met les États-Unis dans l'impasse diplomatique la plus grave qu'ils aient connue depuis la crise d'Indochine» et qu'elle «dépouille jusqu'à l'os les forces continentales de l'OTAN ». Et pourtant, d'après Kennedy, aucune question de politique étrangère n'a été autant négligée. Aussi exhorte-t-il son pays à s'engager en faveur de l'indépendance» (de Person, 1996).

Mais ce n'est pas seulement un fait de guerre, mais une présence massive qui conteste le fait colonial et qui prêche une plus grande justice sociale internationale. Les USA l'ont compris dès la première heure. L'Union soviétique, l'autre puissance du monde, s'est installée dans un pragmatisme opportuniste ; «l'Union soviétique a pensé que l'internationalisation de cette guerre était essentielle. Pour elle, l'intervention n'était pas intéressante, mais plus que la bataille entre l'Algérie et la France, la détérioration de la relation entre les États-Unis et la France était importante dans le contexte de la guerre froide. Ainsi, l'Union soviétique, qui était hors de cette guerre pendant longtemps, s'est mise d'accord avec le slogan d' " internationalisation " de cette guerre » (Université Keio, s.d.). N'empêche l'URSS a été la première puissance, accompagnée de l'Iran à soutenir l'inscription de la question algérienne à l'ordre du jour du Conseil de Sécurité en 1956 (l'Algérie a été admise dans l'Organisation des Nations Unies aux termes de la résolution 1754 (XVII), adoptée par l'Assemblée générale à sa 1146^e séance plénière tenue le 8 octobre 1962).

4.3- L'épreuve de la reconnaissance

Les témoignages sont nombreux, tous laudatifs voire dithyrambiques, envers la RA qui a créé un déclic libérateur, mais aussi étalé aux yeux du monde la barbarie du colonialisme : «ces combattants de la liberté» ont montré à l'Afrique la voie à suivre pour se libérer du colonialisme et de l'apartheid, et leurs sacrifices ont été faits pour le salut de tout le continent. La contribution de l'Algérie dans l'éveil des peuples africains est inestimable. La RA a été encensée par de nombreux pays sous domination coloniale et a été vue comme un combat libérateur en particulier par les figures emblématiques des révolutions africaines. Le Ghana a été le premier pays de l'Afrique subsaharienne à soutenir le combat du peuple algérien pour son indépendance. Le premier Président de la République du Ghana, Dr Kwame Nkrumah, a reconnu le GPRA en 1958 et Frantz Fanon a été nommé Ambassadeur d'Algérie au Ghana (APS, 2022).

En parlant du Congo « Patrice Lumumba avait des relations très fortes avec les dirigeants algériens. Il a toujours aidé la révolution algérienne par les armes. Après peu de temps, Patrice Lumumba a été assassiné, car il se battait pour l'indépendance économique et politique des pays africains » (Azzedine, 2023). Le GPRA avait déjà ouvert en 1959 deux missions diplomatiques en Afrique, l'une à Accra (Ghana) et l'autre à Conakry (Guinée) (Azzedine, 2023).

« L'Algérie avait tendu ses bras à tous les mouvements de libération en Afrique et ailleurs » (Chissano, 2021). De par le lourd tribut payé pour son indépendance, le principe de décolonisation constitue un axe central et immuable de la politique étrangère de l'Algérie, qui apporte un soutien indéfectible, tant au niveau de l'ONU, qu'au sein de l'Union africaine, aux peuples sous colonisation à l'effet d'accéder à leur droit à l'indépendance. Ce soutien s'est notamment déployé, dès les années 1960, en faveur des peuples africains, encore sous le joug du colonialisme, et pour lesquels la lutte algérienne de libération a constitué un grand retentissement et une source d'espoir pour leur liberté.

4.4- L'épreuve de l'universalité

La guerre de libération nationale a transcendé son cadre local pour prendre une dimension globale et humaine. Et elle a pu s'assurer une position centrale au sein du « projet de décolonisation » grâce à son influence dans son environnement arabe et islamique et parmi les mouvements de libération nationale du « Tiers Monde ». « Si Alger a pu, de la sorte, se substituer au Caire et jouer ainsi le rôle d'un phare » vers lequel se tournent les peuples africains qui n'ont pas encore acquis leur indépendance – ou qui l'estiment imparfaite, – c'est que le retentissement de la lutte algérienne de libération a été grand par tout le continent et que les combats de la guerre d'Algérie se sont très vite accompagnés d'offensives diplomatiques intéressant de nombreux autres pays. Émergeant d'une longue et sanglante nuit de sept années et demie, le peuple algérien de 1962 est devenu un exemple ; les options socialistes rapidement définies et appliquées par ses dirigeants le confirmèrent dans ce rôle. » (Pautard, 1965).

Par ailleurs, la guerre d'Algérie a servi de modèle et d'inspiration pour de nombreux mouvements de libération nationale en Amérique latine. Après l'indépendance, l'Algérie a accueilli un nombre important de

mouvements de libération, la plupart d'obédience marxiste-léniniste, mais aussi de révolutionnaires qui ont fui la répression comme les Chiliens de l'après Allende.

4.5- L'épreuve de l'immanence

La RA a acquis très tôt ses lettres de noblesse grâce à une perception très vive des enjeux des mutations de l'ordre mondial et des prouesses de sa diplomatie. En mettant en balance ses partenaires, le FLN a réussi à développer son mouvement avec l'appui des grandes puissances et des pays non alignés avec les pays arabes en première ligne. « Le FLN a agi sur les pays arabes avec adresse, et a réussi à inspirer de la sympathie. Il a obtenu une assistance financière, en plus de celles des États-Unis ou bien de l'Union soviétique, et a répandu ses bases. Même si le FLN a pu obtenir l'adhésion des États-Unis sur le point de l'anti-colonialisme ou celle de l'Union soviétique sur le communisme, le fondement du mouvement était le nationalisme, et les pays non-alignés étaient les partenaires avec lesquels il pouvait être d'accord fondamentalement » (Université Keio, s.d.).

Dans ce contexte, l'épreuve de l'immanence renvoie à une posture politique selon laquelle l'existence et la légitimité du projet révolutionnaire algérien s'expliquent et se justifient par des principes intérieurs à son histoire propre, sans recours à un fondement extérieur ou transcendant. Dans une acception empruntée à Sartre, l'immanence désigne en effet ce qui est intérieur à l'être d'une réalité et ne renvoie, pour son existence, son explication ou sa valeur, à aucun principe supérieur- tout est intérieur à tout (Gilliam, 2017). C'est précisément ce qui caractérise la RA : elle n'a été assujettie à aucune forme de redevabilité. Non seulement elle s'est faite par elle-même, mais a converti une grande partie du monde à sa cause. Depuis, elle s'est installée dans une indépendance totale, balisés par des principes immuables qui ont été forgés par son histoire d'une grande richesse.

V. LA NECESSITE DE DECONSTRUIRE LE DISCOURS COLONIAL

L'administration coloniale a toujours cherché à dépouiller l'Algérie de son patrimoine et de ses hauts faits de résistance sans savoir ou vouloir

admettre que leur aboutissement allait bouleverser l'ordre colonial et contribuer à forger de nouvelles valeurs à l'histoire contemporaine. Les historiens coloniaux ont construit une histoire française de l'Algérie ; pour eux, ce pays était vacant et ce sont eux-mêmes qui en ont inventé le nom. Il est normal de taire au reste du monde les conditions dans lesquelles se sont faites la conquête et la « pacification ». Il y a une historiographie de la France coloniale, mais pas une histoire de l'Algérie colonisée. Pour Zahir Ihaddaden, « l'histoire de l'Algérie a été toujours présentée par les historiens selon des thèses colonialistes [qui] avaient pour objectif de nier l'existence de cette histoire, de la falsifier ». Elle « masquait des périodes décennales entières, oubliait des collectivités, minimisait ou assombrissait », mais surtout elle a relégué la période précoloniale au rang de « siècles obscurs ». Elle en a ignoré des aspects importants, comme « l'organisation de l'économie et son évolution, celle de la société, de la culture, des mentalités et des représentations » (Ihaddaden, 2013).

Une des perceptions de la colonisation est de combler le retard des indigènes qui « doivent donc être amenés dans la civilisation... la force, la violence sont exercées pour « aider » ce peuple, en théorie, bien sûr, et non pour le détruire ». (Stora, Jenni, 2016). Pour T. Chenntouf, la colonisation a dépossédé l'Algérie de son passé et de sa mémoire (Chenntouf, 1983). Le constat de D. Djerbal est fortement marqué : « Le dominé, le colonisé (ou ses héritiers) est renvoyé à une zone d'ombre, un second collège de la pensée, une portion congrue de la mémoire. Au fond, quand il revendique d'être le sujet de sa propre histoire, il devient insupportable, inaudible, il terrorise. On coupe » (Djerbal, 2014). La décolonisation de l'histoire correspond, comme l'écrit M.C. Sahli à « une véritable révolution copernicienne » (Sahli, 1965).

La problématique ainsi posée est de déconstruire les socles de la fondation conceptuelle coloniale même si les sources d'information sont unilatérales et de surcroît retenues en otages, délivrées par doses sélectives et homéopathiques en parlant d'archives.

Conclusion générale : inscrire la RA dans le format de l'histoire universelle

En pensant l'histoire, Hegel affirme que « l'histoire est une, et que son sens est celui de la libération progressive de l'humanité. La liberté

existe en puissance dès qu'il y a homme, le développement de l'homme favorisant ainsi le développement de la liberté » (Bouton, Renault, 2022). La RA relève du patrimoine révolutionnaire du monde par sa résilience hors du commun, sa perspective libératrice des peuples et sa lutte contre l'ordre économique, idéologique, moral et politique du colonialisme et du capital.

C'est une histoire inaliénable, irréductible et intemporelle qui a traversé le monde contemporain depuis les guerres intestines européennes du 19^e siècle jusqu'à la guerre froide, en passant par deux guerres mondiales dans lesquelles les conscrits algériens ont payé un lourd tribut comme chair à canon.

Il y a encore beaucoup de recherches à faire et l'ensemble des disciplines relevant des sciences sociales ont leur mot à dire. La libération sélective et par doses homéopathiques des archives même après le renouvellement des générations maintiendra de nombreux faits coloniaux dans le silence des tombes humides. C'est le sort des multiples répressions en Afrique et ailleurs pour n'évoquer que la colonisation française.

Qui expiera les assassinats et les pogroms des Africains et du reste des pays du monde jadis colonisés comme l'Inde ou le Vietnam ? La Conférence d'Alger du mouvement des non-alignés en 1973 avait mis en place un programme en faveur du nouvel ordre économique mondial qui retient le principe d'une restitution et d'une indemnisation des dommages subis pendant la colonisation de « tout Etat, les territoires et peuples soumis à une occupation étrangère ».

Est-ce suffisant ? Il ne s'agit pas dans le cas de l'Algérie de réparation financière, mais de justice au nom des spoliations physiques, morales, culturelles et historiques qui n'ont pas de valeur. Un Tribunal « Russell – Sartre » devrait être convoqué pour rendre justice aux innombrables victimes assassinées au nom de la liberté et des droits de l'homme sur fond « d'œuvre civilisatrice ».

La justice des hommes continue cependant d'avancer en débit de tous les obstacles. Le sommet de l'Union africaine a adopté, en juin 2025, une résolution dans le but de criminaliser le colonialisme et à exiger des réparations pour les injustices historiques subies par les peuples africains durant des décennies.

En 132 ans de colonisation, des générations d'Algériens ont pu forger une résilience à toute épreuve qui incline souvent au fatalisme, mais aussi accumulé les ressentiments face aux spoliations et aux exactions qu'elles ont subies. Ce point est extrêmement important car il est au cœur de la demande de justice. Il aide à comprendre pourquoi l'Algérie s'est engagée dans la voie de l'exigence de repentance et installé la libération des peuples opprimés dans l'ordre de ses priorités.

La réflexion proposée ici est importante ; par son caractère multidisciplinaire, elle invite les esprits non dubitatifs pour ne pas dire convaincus, à intensifier la recherche autour de la portée et des impacts de la RA pour la faire passer à la postérité et la hisser à un niveau d'exemplarité.

Bibliographie

- Adnani, R. (2014). La nécessaire réconciliation. Vasca-UPblisher.
- Adnani, R. (2021, 14 octobre). Non, l'Algérie n'a pas été créée par la France en 1830. Marianne. <https://www.marianne.net/agora/tribunes-libres/non-lalgerie-na-pas-ete-creee-par-la-france-en-1830>
- APS. (2021, 30 novembre). Conférence internationale sur « La contribution de l'Algérie à la décolonisation de l'Afrique et à l'éveil du panafricanisme » : Joaquim Chissano souligne le rôle de la diplomatie algérienne. APS. <https://www.aps.dz>
- APS. (2023, 17 avril). Conférence de Bandung, un prélude à l'internationalisation de la cause algérienne. APS. <https://www.aps.dz/algerie/154432-conference-de-bandung-un-prelude-a-l-internationalisation-de-la-cause-algerienne>
- Azzedine, C. (2023, 30 mai). La Révolution algérienne et l'Afrique : Ombres africaines dans la Guerre froide (suite et fin). El Watan. <https://elwatan-dz.com/la-revolution-algerienne-et-lafrique-ombres-africaines-dans-la-guerre-froide-suite-et-fin>
- Bachelard, G. (1977). La formation de l'esprit scientifique : Contribution à une psychanalyse de la connaissance objective (Collection « Bibliothèque des Textes Philosophiques »). Paris, France : Librairie Philosophique J. Vrin.
- Balta, P. (1982, novembre). Les aléas des relations avec le monde arabe. Le Monde diplomatique.
- Ben Khedda, B. (1999). Les origines du 1er Novembre 1954 (p. 135). Alger, Algérie : Éditions du Centre national d'études et de recherches sur le mouvement national de la révolution du 1er Novembre 1954 / Presse Houma.

- Bouchène, A., Peyroulou, J.-P., Tengour, O.-S., & Thénault, S. (Dirs.). (2014). *Histoire de l'Algérie à la période coloniale : 1830–1962*. Paris, France : La Découverte.
- Boumediene, H. (1978). Discours au 2^e sommet islamique de Lahore. In Sanson, H. (Ed.), *L'islam de Houari Boumediène* (pp. 267–277). *Annuaire de l'Afrique du Nord*, XVII. <https://fr.scribd.com/document/604604806/H-Sanson-L-islam-De-Houari-Boumediene>
- Bouton, C., & Renault, E. (Éds.). (2022). *Lire la Phénoménologie de l'esprit de Hegel* (Vol. 1). Lyon, France : ENS Éditions.
- Braudel, F. (1958). *Histoire et sciences sociales : La longue durée*. *Annales. Histoire, Sciences Sociales*, 13(4), 725–753.
- Byrne, J. J. (2014). La guerre d'Algérie, facteur de changement du système international. In Bouchène, A., Peyroulou, J.-P., Tengour, O.-S., & Thénault, S. (Dirs.), *Histoire de l'Algérie à la période coloniale : 1830–1962* (p. 661). La Découverte.
- Chenntouf, T. (1983). Décolonisation de l'histoire et problèmes de sources. Les sources locales, étrangères et espagnoles de l'histoire de l'Algérie du XVI^e au XIX^e siècle. *Majallat Tarikh*, numéro spécial, 11–34.
- Chiss, J.-L. (1978). Synchronie/diachronie : Méthodologie et théorie en linguistique. *Langages*, 49, 91–111. https://www.persee.fr/doc/lang_0047-8003_1978_num_49_1_3722
- Debaghine, M. L. (1947). Discours devant le Parlement français. *Journal Officiel de la République Française, Débats parlementaires*, p. 4463.
- Derdour, D. (2024). Discours prononcé devant l'Assemblée nationale française le 20 août 1947. Alger, Algérie : ENAG Éditions.
- De Person, M. (1995–1996). Kennedy et l'Algérie. *Recherches contemporaines*, (3).
- Despois, J. (1956). La population algérienne au 31 octobre 1954 [Note critique]. *Annales de Géographie*, 65(347), 55–56.
- Djerbal, D. (2014). De la difficile écriture de l'histoire d'une société (dé) colonisée : Interférence des niveaux d'historicité et d'individualité historique. *NAQD, Hors-série* (3)(2), 213–231.
- El Watan. (2016, 30 novembre). Colloque sur la contribution de l'Algérie à la décolonisation en Afrique. El Watan.
- Derdour, D. (2024). Discours prononcé devant l'Assemblée nationale française le 20 août 1947. Alger, Algérie : ENAG Éditions.
- De Person, M. (1995–1996). Kennedy et l'Algérie. *Recherches contemporaines*, (3).

- Despois, J. (1956). La population algérienne au 31 octobre 1954 [Note critique]. *Annales de Géographie*, 65(347), 55–56.
- Djerbal, D. (2014). De la difficile écriture de l'histoire d'une société (dé) colonisée : Interférence des niveaux d'historicité et d'individualité historique. *NAQD, Hors-série* (3) (2), 213–231.
- El Watan. (2016, 30 novembre). Colloque sur la contribution de l'Algérie à la décolonisation en Afrique. El Watan.
- Gilliam, C. (2017). Sartre and the Instigation of Immanence. In *Immanence and Micropolitics: Sartre, Merleau-Ponty, Foucault and Deleuze* (pp. 21–55). Edinburgh University Press.
- Honti, F. (1960, septembre). Après le Congo, l'Algérie ? *Le Monde diplomatique*, p. 1.
- Ihaddaden, Z. (2013). L'histoire décolonisée du Maghreb : L'Algérie de 1510 à 1962. Algérie : Éditions Dahlab.
- INA. (1955, 6 octobre). L'internationalisation de la question algérienne et la réaction du gouvernement français [Vidéo]. *Indépendances*. <https://fresques.ina.fr/independances/fiche-media/Indepe00064/l-internationalisation-de-la-question-algerienne-et-la-reaction-du-gouvernement-francais>
- Kabbani, J. (2019). Le Sahara et ses hydrocarbures, pivot des relations franco-algériennes : 1954–1971. *L'Ouest saharien*, 9, 157–176. Paris, France: L'Harmattan.
- Kaddache, M. (2002). Et l'Algérie se libéra : 1954–1962. Paris, France : Paris Méditerranée / EDIF 2000.
- Kaddache, M. (2003). L'Algérie des Algériens : De la préhistoire à 1954. Paris, France : Paris Méditerranée / EDIF 2000.
- Kadir, M. Y. (2020). Les épidémies ayant sévi en Algérie au 19^e et 20^e siècle. *Faculté de médecine de Batna*.
- Kamel Nasser, Les six principes de la révolution du Premier Novembre 1954, dans *سبيل العروبة الحضارية* – Sur le chemin de l'arabité civilisationnelle, 24 octobre 2024, <https://algeriearabite.canalblog.com/archives/2018/05/13/36401275.html>.
- Le Cour Grandmaison, O. (2005). Coloniser. Exterminer. Sur la guerre et l'État colonial. Paris, France : Fayard.
- Le Monde. (1957, 10 juillet). L'Algérie est une terrible bombe à retardement, déclare le sénateur Kennedy. *Le Monde*.
- Le Tourneau, R. (1968). La révolution algérienne. *Revue des mondes musulmans et de la Méditerranée*, (3), 153

- Loi n° 2005-158 du 23 février 2005 relative à la reconnaissance de la Nation et à la contribution nationale en faveur des Français rapatriés. (2005). Journal officiel de la République française.
- Maison, D. (1973). La population de l'Algérie. *Population*, 28(6), 1079–1107.
- Mahiou, A. (2022, 15 octobre). Intervention à l'INESG. Algérie Solidaire. <https://algeriesolidaire.net/le-professeur-mahiou-lalgerie-maitre-doeuvre-du-projet-du-nouvel-ordre-economique-mondial/>
- Matarese, M. (2013, 9 décembre). L'Algérie, « la seconde patrie » de Mandela. *Le Figaro*. <https://www.lefigaro.fr/blogs/algerie/2013/12/lalgerie-la-seconde-patrie-de-mandela.html>
- Meynier, G. (2014). L'Algérie et les Algériens sous le système colonial : Approche historico-historiographique. *Insaniyat*, (65–66), 13–14.
- Meynier, G. (2017). France-Algérie (1830–1962) : Des antécédents historiques aux « occasions manquées ». *Raison présente*, (203), 41–56. <https://shs.cairn.info/revue-raison-presente-2017-3-page-41.htm>
- Ministère des Moudjahidine et des Ayants-droit. (2022, 17–18 mai). Colloque international des amis de la Révolution algérienne [Colloque]. Alger, Algérie. <https://www.aps.dz/algerie/140085-vers-la-creation-d-une-association-internationale-des-amis-de-la-revolution-algerienne>
- Nations Unies. (1960, 14 décembre). Résolution 1514 (XV) : Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux. Assemblée générale. <https://www.un.org/fr/about-us/un-charter/full-text>
- Nations Unies. (1962, 8 octobre). Résolution 1754 (XVII), adoptée à la 1146^e séance plénière de l'Assemblée générale. <https://digitallibrary.un.org/record/58585>
- Nations Unies. (1974, 1^{er} mai). Résolution 3201 (S-VI) : Déclaration concernant l'instauration d'un nouvel ordre économique international. Assemblée générale des Nations Unies, 6^e session extraordinaire. <https://digitallibrary.un.org/record/218450>
- Noushi, A. (1973). Notes sur la démographie algérienne de 1840 à 1880. *Annales de démographie historique*, 1973, 523–533.
- Pautard, A. (1965, février). Dans le soutien qu'elle apporte aux mouvements nationalistes africains, l'Algérie trouve un intérêt certain. *Le Monde diplomatique*, p. 12.
- République algérienne démocratique et populaire. (2020). Constitution de la République algérienne démocratique et populaire (Art. 30). <https://www.joradp.dz/TRV/FConstitution.pdf>

- Ricoux, R. (2021). Contribution à l'étude de l'acclimatement des Français en Algérie : Regards croisés sur l'acclimatation des colons français en Algérie. Royaume-Uni : Good Press.
- Rulleau, C. (1982, novembre). L'Algérie vingt ans après : Pionnier du nouvel ordre international. *Le Monde diplomatique*, pp. 26–27.
- Sahli, M.-C. (1965). Décoloniser l'histoire : Introduction à l'histoire du Maghreb (Cahiers libres, n° 77). Paris, France : Éditions François Maspero.
- Soustelle, J. (1960, janvier). De Laperrine au pétrole d'Hassi-Messaoud : L'épopée du Sahara français. *Le Monde diplomatique*, p. 4.
- Stora, B. (2005). La gangrène et l'oubli : La mémoire de la guerre d'Algérie (1^{re} éd. 1991). Paris, France : La Découverte.
- Stora, B. (2012). Histoire de l'Algérie coloniale, 1830–1954 (p. 35). Collection Repères Histoire. Alger, Algérie : Éditions Hibr.
- Stora, B. (2021). Les questions mémorielles portant sur la colonisation et la guerre d'Algérie : Rapport remis au président de la République. <https://www.vie-publique.fr/sites/default/files/rapport/pdf/278566.pdf>
- Talahite, F. (2000). [Compte rendu de l'ouvrage La guerre d'Algérie 1954–1962, la transition d'une France à une autre, de H. Elsenhans]. *Revue Tiers Monde*, (161), 226–227.
- Université Keio. (s.d.). La guerre d'Algérie dans le monde occidental. <https://www.students.keio.ac.jp/hy/law/class/registration/files/a1307078689971.pdf>